Vol 13 # 16 • Du 23 au 29 Octobre 2019 Haiti 20 gdes/ USA $1.50/ France 2 euros/ Canada $2.00

HAÏTI LIBERTÉ

JUSTICE • VÉRITÉ • INDÉPENDANCE

1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162 Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com

PLUIE CONTINUE DE MANIFESTATIONS



Voir page 3

Nous souhaitons que cette pluie de manifestations continue de tomber, même au-delà des mythiques « quarante jours et quarante nuits », jusqu'à former ce déluge politique et populaire qui emporte non seulement Jovenel Moise et ses acolytes pervers mais tout le système capitaliste corrompu qui les porte en son sein

« MACHE KONTRE » PROPOSE !



Voir page 3

« Mache Kontre » regroupe des partis socio-démocrates tels que Fusion des Socio Démocrates que préside Edmonde Supplice Beauzile, l'Organisation du Peuple en Lutte (OPL), d'Edgard Leblanc Fils; les plateformes, VERITE branche de Genard Joseph, VEYE YO et le mouvement chrétien pour une nouvelle Haïti (MOCHRENAH)

REVOLISYON SEL SOLISYON

An n òganize batay la, pou mas Pèp la pran pouvwa a fwa sa ! Page 6

English Page 9



Le Binuh pour faire quoi ? Page 7



Cent minutes avec Lula ! Page 10-11



Le peuple chilien en lutte contre le capitalisme et sa barbarie ! Page 17



Une presse servile

Par Berthony Dupont

Dans ce concert de manifestations populaires, chacun apparemment décide de jouer sa partie de carte. Mis à part l'opposition multicéphale, une sorte d'union nationale s'est réalisée dans les rues de la capitale et des provinces pour dénoncer l'injustice, la corruption, la misère, l'impunité de façon à panser tous les blessures qui affligent la patrie haïtienne.

La crise nationale persiste et continue d'hypothéquer lourdement l'avenir du pays et toute possibilité réelle de progrès économique. La répression devient de plus en plus grandissante. Rien de mal pour les forces rétrogrades puisque le régime en place, sanguinaire, corrompu, vassal de l'impérialisme représente une poule aux œufs d'or pour les intérêts des vautours étrangers et des nantis locaux.

Le peuple haïtien s'impatiente de voir au moins démissionner le président vendeur de patrie et ses faucons du PHTK, mais leurs acolytes des puissances tutrices sans aucune gêne continuent à les supporter dans leurs actes malsains antipopulaires de piller le pays, de s'enrichir au détriment de la grande majorité vivant dans la crasse sans aucun soin de santé, sans eau potable, presque à la limite de la famine.

Les événements populaires qui se déroulent dans notre pays sont venus une fois de plus dévoiler le vrai visage d'une certaine presse étrangère. Pourtant, cette même presse s'est vite empressée d'accaparer les nouvelles internes qui se déroulent sur le territoire de la Bolivie au cours des dernières joutes électorales pour rapporter selon sa perspective ou ses intérêts de classe servile, tout en restant jusqu'à présent muette sur la mobilisation du peuple haïtien visant à déraciner un mal qui le ronge depuis sa naissance.

Y a-t-il là de quoi s'étonner ou être indigné ? Pas nécessairement, il n'y a rien d'anormal ni d'étonnant puisque cette presse odieusement réactionnaire a bien su sa leçon d'histoire, elle ne défend que les intérêts des multinationales et des puissances impérialistes de façon à briser tout mouvement d'émancipation nationale et de progrès.

Cette presse hautement spécialisée n'est pas tout à fait libre et indépendante, elle n'a pas la liberté de tout dire surtout quand ce sont les classes ouvrières qui se révoltent et résistent héroïquement en évoquant les mouvements de libération nationale des peuples contre la domination hégémonique d'une certaine puissance impérialiste.

En effet, ce silence opaque et orchestré qui se fait sur la lutte du peuple haïtien par les medias traditionnels au service des pays occidentaux est une façon de néantiser l'assaut à la citadelle impérialiste par les masses laborieuses. Comme on l'a toujours vérifié au cours de l'histoire des luttes de libération, toutes revendications justes des peuples combattants sont loin d'être prises en compte ; elles sont tout bonnement mises en quarantaine pour assurer la survivance de tel régime décrié.

Dans la foulée, il y a une certaine presse qui se déclare indépendante mais toujours apte à rapporter les dépêches émanant des agences de presse au service des grandes puissances impérialistes.

Un fait à signaler : quand cette presse servile rapporte par exemple un mouvement de révolte supposée faire l'actualité, c'est parce qu'elle est commanditée par les fonctionnaires travaillant sous les ordres des patrons-colons de la presse et du système qui les engendre. Pour preuve, elle ne s'attaquera jamais au fondement du système ni prendra des décisions ou positions allant à l'encontre de la propagande occidentale. Les journalistes travaillant pour ces genres de medias sont devenus de dociles champions apolitiques sans aucune sensibilité ou sentiment humain.

Que la presse servile sache qu'on ne peut jamais étouffer la voix de la résistance d'un peuple luttant pour sa liberté !

1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haiti

Email :
editor@haitiliberte.com

Website :
www.haitiliberte.com

Pluie continue de manifestations





Des compatriotes à New York ont manifesté le lundi 21 octobre devant le bâtiment des Nations Unies

Par Marie Laurette Numa

Depuis la rencontre du Core group avec certains leaders de l'opposition, on les voit rarement dans les rues. Qu'ont-ils promis aux "Blancs" ? Sans doute, ils n'ont pas de discours, ni d'arguments face à cette mobilisation qui occupe jour après jour les rues de la capitale et même certaines grandes villes du pays depuis le 15 septembre dernier.

Maintenant, c'est le peuple qui massivement exprime son ras le bol du régime en place. Ces rudes et longues marches populaires pour forcer le président du pays à se retirer du pouvoir ne sont pas vaines, elles ont, certes, une grande signification : le sens inné d'un sacrifice quotidien à faire pour arriver au but, soit extirper la purulence jovenellienne au bistouri du peuple.

Cette pluie de manifestation qui tombe au jour le jour sans arrêt a forcé différents courants sociaux à prendre position de façon à apporter leur appui aux revendications populaires plus précisément à savoir la démission du président Jovenel Moise.

C'est pour la première fois que certains artistes s'affichent ouvertement sur les positions des masses en manifestant le dimanche 13 dernier puis le 20 octobre. Ce n'est pas rien. Ce dimanche, outre la manif commanditée par les artistes, les protestants sont sortis également dans les rues pour protester. Ce n'est pas seulement la faim qui fait sortir le loup du bois.

Une chose est certaine : même les religions ne veulent pas rester indifférentes, ainsi le dimanche 20 octobre, un grand nombre de protestants ont accompagné les masses populaires dans les rues. La commune de Pétion-Ville, a été surchauffée par ces deux manifestations, en l'occurrence celle des artistes et celle des religieux.

Depuis la mobilisation entamée au milieu du mois de septembre, le fonctionnement des classes est perturbé. Toutes les portes des écoles sont en grande majorité fermées.

Ainsi, le lundi 21 octobre, des élèves, des étudiants accompagnant les syndicats d'enseignantes et d'enseignants, les professeurs, directeurs d'écoles et des parents ont marché à Port-au-Prince, de la rue Capois en face du Lycée du Cent cinquantenaire communément appelé Lycée de jeunes filles. « Il faut que Jovenel Moïse remette sa démission afin que les écoles puissent rouvrir leurs portes. S'il part aujourd'hui, les activités scolaires reprendront demain », scandait la foule

A Jérémie, Saint-Marc et aux Cayes pour ne citer que ces villes-là, élèves, parents et professeurs ont également marché pacifiquement pour dire à l'Etat haïtien qu'ils ont marre des conditions dans lesquelles vit la population haïtienne.

Toujours le 21 octobre, cette fois à New York, devant le bâtiment des Nations Unies, des Haïtiens ont manifesté en solidarité avec la lutte du peuple.

Le mardi 22 octobre, à l'appel de la Conférence Haïtienne des Religieuses et Religieux (CHR) les catholiques ont « pris le béton » pour demander au Président de la République Jovenel Moïse de tirer sa révérence. Partie devant les locaux de l'Église du Christ Roi à Bourdon, cette marche de prière, en solidarité avec la population, en souffrance en Haïti, a parcouru plusieurs rues de la capitale pour se rendre enfin à la cathédrale transitoire de Port-au-Prince.

A la tête de la marche, une large banderole avec un écriteau très significatif « Il faut que quelque chose change ici », propos de feu Pape Jean Paul II en Haïti le 9 mars 1983, qui rappelle l'époque où le peuple haïtien combattait le régime duvaliériste et jeanclaudiste de Baby doc.

Sur tout le parcours entre autres slogans, les manifestants chantaient « vle pa vle fòk l ale, vle pa vle fòk Jovenel ale. Aba Jovenel ! (Qu'on le

suite à la page(8)



Manifestation du mardi 22 Octobre 2019



La marche du 20 Octobre





Manifestation du 22 Octobre 2019

« Mache Kontre » propose !



Le porte-parole de la Passerelle le pasteur Lemèthe Zéphir

Par Thomas Péralte

Attention, il ne faut pas confondre le regroupement Mache Kontre avec la proposition de solution à la crise qu'avait formulée « Platfòm peyizan 4G kontre » sous le nom de « Mache kontre pou yon solisyon Ayisyen natif natal »

« Mache kontre » est une troisième formation politique que l'opposition contre Jovenel Moise vient de générer. Il s'agit d'un regroupement des partis socio-démocrates tels que Fusion des Socio Démocrates que préside Edmonde Supplice Beauzile, l'Organisation du Peuple en Lutte (OPL), d'Edgard Leblanc Fils; les plateformes, VERITE branche de Genard Joseph, VEYE YO et le mouvement chrétien pour une nouvelle Haïti (MOCHRENAH) qui ne veulent point rester en dehors du partage du gâteau, quand le président Jovenel Moise aurait finalement décidé de démissionner.

A cet effet, Mache kontre prêche aux autres larrons une vision commune dans l'esprit d'une tête ensemble entre les protagonistes de l'opposition pour rompre la division qui règne au sein des partis d'opposition et qui force chaque groupe tels que l'Alternative et la Passerelle à se manifester pour le remplacement du Président Jovenel Moïse.

« Mache Kontre propose ellemême la formation d'un conseil de Transition qui aura la charge de nommer un président provisoire et un Premier Ministre. Proposition complètement différente de celle de l'Alternative pour la Refondation d'Haïti à la désignation d'un juge de la Cour de Cassation.

Les objectifs de la « Passerelle » consistent à faciliter le départ ordonné du pouvoir du président de la république, Jovenel Moïse, les conditions du retrait de tous les parlementaires de la 50e législature et la mise en place d'une structure citoyenne de contrôle de l'action gouvernementale c'est à dire la construction d'une entente politique de transition dans un délai ne dépassant pas un (1) mois, entre les forces sociales et politiques du pays engagées pour le changement.

A ce compte, et la Passerelle et le Mache kontre, ont tous deux exprimés leur divergence contre la proposition de L'Alternative.

« Créer unilatéralement une commission et coopter des personnalités en demeurant respectables pour en faire partie, sans concertation préalable avec l'ensemble des acteurs clés de la vie nationale, ne saurait permettre de réaliser le consensus indispensable pour réaliser le changement de système et la rupture avec les mauvaises pratiques que tout le monde réclame »a dévoilé le Mache Kontre.

Edgard Leblanc Fils, Porte Parole de l'Organisation du Peuple en Lutte (OPL), se prononce catégoriquement contre cette Commission de l'Alternative « puisqu'elle a été décidée de manière unilatérale puisque les autres partis de l'opposition n'ont pas été contactés à ce sujet »

Par ailleurs, une rencontre a eu lieu entre la commission de l'Alternative et la Passerelle. Il n'a pas été agréé par la Passerelle que le remplaçant de



Edmonde Supplice Beauzile

Jovenel Moïse soit choisi parmi l'un des juges de la Cour de cassation. « Notre travail, c'est de chercher à harmoniser (sic), en vue d'arriver à développer un consensus politique plus large entre les acteurs » a tout bonnement déclaré le pasteur et porte-parole du regroupement « Passerelle », Lemète Zéphir. Est-ce dans cette optique que la Passerelle a rencontré le Mouvman twazyèm vwa de Reginald Boulos, et l'organisation politique Fanmi Lavalas de Jean Bertrand Aristide pour essayer de les convaincre à accepter leur proposition de sortie de crise avant de rencontrer les alliés et membres du pouvoir.

La passerelle a été présentée à la presse le samedi 19 octobre 2019. Elle a pour coordonateur Castel Germeil, et coordonnatrice adjointe Dre Sofia Loréus, du porte-parole le pasteur Lemèthe Zéphir, de la porte-parole adjointe, Carole Demesmin, de Bernard Craan, du Dr Charles Manigat et de Sabine Manigat.

Qu'il s'agisse de l'Alternative, de la Passerelle et du Mache Kontre, tous ces regroupements ne luttent que pour le partage du gâteau entre eux de sorte qu'ils continuent sous l'ombrelle des puissances impérialistes la même politique d'exclusion des masses populaires en les tenant dans une misère abjecte et atroce.





La messe célébrée juste après la marche des catholiques par Mgr Max Mésidor à la Cathédrale intérimaire de Port-au-Prince

Haïti, la mort comme horizon



Victorieux Semano (Badou)



Vladimir Fede

Par Pascale Romain

Ils ont entre 14 et 30 ans. Ils s'appellent Badio, Badou, Fede, Makson, Ronald, Dieunisson. Ils n'ont pas de patronyme connu. Les balles assassines de la police les touchent tous les jours. Ils meurent enchainés, en putréfaction. Plus d'une dizaine sont morts dans ces conditions, mais ce sont des morts sans importance.

On déplore davantage une voiture endommagée, les vitres de commerce brisées que ces jeunes vies fauchées. On déplore davantage les pillages et commissariats incendiés comme si la vie ici était à vendre à vil prix, comme si on pouvait réparer la mort

Ce rapport avec la mort dure depuis toujours. Dessalines est mort assassiné mais justice ne lui a pas été rendue, Daniel Israel, Robert Cius, Makenson Michel, Roseline Vaval la liste est longue de ces jeunes assassinés, partis avant l'âge de raison, avant d'avoir pu rêver et dont les assassins sont dans la ville

Haïti devient le lieu de la banalité du crime.

Ce sont des morts sans importance, car ils sont enfants des Ghetto, comme on dit aujourd'hui, n'ont jamais mangé à leur faim, ont vécu dans la crasse, dans les lieux malodorants ou les miasmes de matières fécales et autres choses en décomposition leur disent tous les jours qu'ils sont moins bien traités que des cochons. C'est contre cela qu'ils se révoltent. C'est pour dire leur humanité, leur droit à la lumière et au soleil, mais on leur inflige la mort pour avoir osé dire haut et fort que le soleil doit briller pour tous, descendants de Dessalines et de Pétion, qu'il doit briller pour les 95% de pauvres et un peu moins pour les 5 % de riches de ce pays qui doivent enfin accepter les règles du jeu et se goinfrer moins.

Une police aveugle, une bourgeoisie et une petite bourgeoisie sourdes, un président vorace, une communauté internationale immorale et raciste voilà les ennemis qui leur font face et qui continuent dans leur obstination à ne rien céder à faire que ce pays devienne un cimetière à ciel ouvert où la mort soit le seul horizon possible pour les jeunes.

Qui de nous femmes d'Haiti entamera une grève contre la mort de nos enfants ? Qui se solidarisera avec les mères de Jakson et de Dieunisson, nos sœurs ? Descendons en masse dans la rue pour dire oui à la vie. Face à la mort que l'on inflige à nos enfants, gardiennes de la vie à nous la rue, l'action est à nous.

Pascale Romain
Montréal, le 12 octobre 2019

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après en avoir délibéré au vœu de la loi, maintient le défaut octroyé à l'audience du jeudi dix janvier deux mille dix-huit contre le sieur Eddy Tropnas, ordonne que l'opération d'arpentage clandestinement opérée sur la propriété des héritiers Alaguy Guery et Ernande Guery soit annulée immédiatement, ce qui constitue un trouble possessoire, ordonne le maintient pour troubler la possession des héritiers Alaguy Guery et Ernande Guery tant présent qu'à l'avenir, accueille l'action des demandeurs pour être dans le délai légal, condamne le défendeur Eddy Tropnas à vingt cinq mille gourdes de dommages intérêts à payer aux demandeurs en réparation des dommages injustement causés aux demandeurs ; commet l'huissier Modelaire Dejonc de ce siège pour la signification de la présente sentence ; Dit que le défendeur aura un délai de quinze jours francs à compter de la notification de la présente sentence pour y former opposition ; Dit que si le cité Eddy Tropnas ne fait pas opposition à la signification du jugement dans le délai imparti, il sera condamné à la contrainte par corps, conformément à l'article 1826 du code civil haïtien ; condamne le défendeur aux dépens liquidés à la somme de …, en ce, non compris le coût du présent jugement.
Donné de nous, Me Marc Antoine Nesi, Juge en audience ordinaire, civile et publique du jeudi dix-sept janvier deux mille dix-neuf, An 216ème de l'indépendance, avec l'assistance de Me Jean Phaël Etienne, Greffier en chef, soussignés.
Il est ordonné à tous huissiers sur ce requis de mettre la présente sentence à exécution, aux officiers du ministère public près le Tribunal de Première Instance de Miragoâne d'y tenir la main à tous commandants et autres officiers de la force publique de prêter main forte lorsqu'ils en seront légalement requis.
En foi de quoi la minute de la présente est signée du juge et du greffier requis.
Pour copie conforme collationnée : Me Jean Phaël Etienne, Greffier en chef

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après en avoir délibéré au vœu de la loi, dit que la possession du sieur Fritz Junior Metellus a été troublée, ordonne aux sieurs Jean François et Gelder Julma de faire cesser le trouble à l'avenir ; les condamne à payer au demandeur la somme de quinze mille gourdes, à titre de dommages et intérêts en réparation des dommages causés à la propriété du demandeur et de tous autres occasionnés au détriment de ce dernier, commet l'huissier Toussaint Pierre Henry Claude de ce siège pour la signification de la présente sentence, condamne les défendeurs aux dépens liquidés à la somme de …, en ce, non compris le coût du présent jugement.
Donné de nous, Me Marc Antoine, Nesi, Juge en audience ordinaire, civile et publique du lundi dix-sept décembre deux mille dix-huit, An 215ème de l'indépendance, avec l'assistance de Me Jean Phaël Etienne, Greffier en Chef, soussignés.
Il est ordonné à tous huissiers sur ce requis de mettre la présente sentence à exécution, aux officiers du ministère public près le Tribunal de Première Instance de Miragoâne d'y tenir la main à tous commandants et autres officiers de la force publique de prêter main forte lorsqu'ils en seront légalement requis.
En foi de quoi la minute de la présente est signée du juge et du greffier susdits.
Pour copie conforme collationnée : Me Jean Phaël Etienne, Greffier en chef

AVIS

Je suis Allan CHERELUS identifié au no: 004-892-166-8, ing-Agronome, entrepreneur et militant politique.
Après le meeting du 23 septembre 2017, que j'organisais contre les leaders communaux, je commence à recevoir des menaces de mort et mon entreprise a été cambriole deux fois et plus récemment le 29 mai 2019.
Dans la nuit du 9 décembre 2018, j'ai été victime d'une tentative d'assassinat par des bandits non identifiés dans ma résidence, nous nous sommes échappés grâce à des efforts déployés, malgré cela notre cousin *Gabriel MERINA* a été enlevé et retrouvé assassiné trois jours plus tard au point qu'un procès-verbal de constat a été dressé en la circonstance.
En date du 12 juillet 2019, à la grande stupéfaction, des bandits armés ont essuyé des tirs nourris devant la maison de ma mère et depuis ils ont abandonné la propriété.
Cette publication est faite pour que les lecteurs en particulier et le public en général soient au courant des menaces et tentatives d'assassinat reçus par ces bandits qui travaillent pour le compte des élus locaux.
Des plaintes sont déjà déposées aux instances concernées en attendant les poursuites judiciaires.

PAR CES MOTIFS

Après examen, et sur les conclusions du ministère public, accueille favorablement l'action des héritiers de feu Monge Content pour être Juste et fondé; maintient le défaut requis et octroyé à l'audience précité, confirme les droits des requérants en leur qualités de légitime propriétaire de la portion de terre sus indiquée et décrite, dit et déclare : c'est sans droit ni qualité que les assignés parviennent à occuper cette propriété ; ordonne en conséquence le déguerpissement de la dame Tamar Mercier et tous autres occupants illégaux de ladite portion de terre; reconnait les préjudices moraux et matériels qui leur ont été causés par la faute de l'assigné, condamne cette dernière à deux Cent milles(gourdes 200,000) de dommages intérêt et aux frais et dépens de l'assistance ; accorde l'exécution provisoire sans caution du présent jugement sur le chef de déguerpissement, vu qu'il y'a titres authentiques nonobstant: position appel, d'exécuter et au pouvoir en cassation. Commet l'huissier Jean Marc Augustin du siège pour la signification du dit jugement.
Ainsi jugé et prononcé par nous, Cyprien Jean François Denis Pierre, juge à l'audience civile, ordinaire et publique du lundi 09 mai deux mille seize (2016) en présence de Me Ronald Pierre, ministère public avec l'assistance de Sheila Dimanche greffière du siège.
Il est ordonné
En foi de quoi
Me Jonas Revange

PAR CES MOTIFS

Nous Maitre Paul Pierre, juge en audience civile ordinaire et publique du mercredi 29 novembre 2017, après avoir délibéré conformément à la loi, le ministère public entendu, déclarons juste et fondée l'action du requérant; confirmons le requérant dans ses froidement en sa qualité de légitime propriétaire de la portion de terre litigieuse sus-décrite; disons que c'est sans droit ni les qualités que les assignés occupent cette portion de terre; ordonnons donc le déguerpissement des assignés et toutes autres personnes par eux placées sur la propriété de M. Chalestin ; Ordonnons la démolition de toutes constructions se trouvant érigées sur la propriété du requérant; condamnons les assignés aux frais et dépens de la procédure ;commettons l'huissier Alexis Jules de ce tribunal pour la signification de ce jugement Ce qui sera exécuté.
Ainsi jugé et prononcé par nous Me Paul Pierre, juge au tribunal de première instance de Port-au-Prince, en présence de Me. Paul Wesley, substitut commissaire du gouvernement de ce ressort et avec l'assistance de monsieur Homère Raymond, greffier du siège, ce mercredi 13 décembre Deux milles dix sept (2017), en 214ème de l'indépendance
Il est ordonné
En foi de quoi

PAR CES MOTIFS

Après examen et sur les conclusions conformes du ministère public, le tribunal au vœu de la loi maintient le défaut requis et octroyé à l'audience contre le défendeur pour faute de comparaitre, pour le profit accueille l'action de la demanderesse la dame Léopold née Evena Abelard, l'époux Marckens Léopold aux torts exclusifs de l'épouse; prononce la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre eux, ordonne à l'officier de l'état civil compétent de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement; dit qu' un extrait sera publié dans l'une des colonnes d'un quotidien s'éditant à la capitale sous peine de dommages intérêt envers les tiers s'il y échait, commet le sieur Jean Frusner Moniche, huissier de notre tribunal de la signification du présent jugement ; compense les dépens vu la qualité des parties.
Rendu par nous Me Fritzner Duclair doyen du tribunal de première instance de Petit-Goâve en audience publique civile de divorce de ce jour vingt huit décembre Deux milles dix huit en présence de Me Erick Pierre Paul substitut du commissaire du gouvernement de ce ressort assister du sieur Christophe Bonbon greffier du siège.
Il est ordonné à tout huissier sur ce requis de mettre à exécution le présent jugement; aux officiers du ministère public près les tribunaux civils d'y tenir la main; à tous commandants et autres officiers de la force publique d'y prêter main forte lorsqu'ils en seront légalement requis.
En foi de quoi la minute du présent jugement est signée du doyen et du greffier.
Ainsi signé à la minute: Fritzner Duclaire

PAR CES MOTIFS

Le tribunal après examen et sur les conclusions conformes du ministère public maintient le défaut octroyé contre le défendeur et pour le profit ainsi déclare à la dite action. Admet le divorce de la dame Jeannine Pierre d'avec son époux Alphonse Vaméus, ce pour abandon du toit marital. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre les époux ; ordonne à l'officier défendeur de l'état civil de Limbé de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des journaux s'éditant à la capitale sous peine de dommages intérêt envers les tiers s'il y échet ; commet l'huissier même de ce tribunal pour la signification de ce jugement. Compense les dépens.
Ainsi jugé et prononcé par nous Lynx Jean, doyen au tribunal civil Du Cap-Haïtien en audience ordinaire civile et publique, du jeudi douze Avril deux mille dix huit en présence de Me Jacquelin Pierre, Substitut du commissaire du gouvernement de ce ressort avec l'assistance de Joseph Dieudonné Guerrier, greffier de siège
Il est ordonné
En foi de quoi
Signature de l'officier

PAR CES MOTIFS

Le tribunal après avoir délibéré selon le voeu de la loi maintient le défaut octroyé à l'audience civile et publique du lundi vingt six août deux mille dix neuf contre la dame Marie Ange Luc; accueille favorablement l'action intentée par la partie demanderesse pour être juste et fondée ; dit que la demanderesse est en possession depuis des décennies et que toutes les formalités devant aboutir à l'opération d'arpentage ont été respectées en références à l'article 37 du décret du 26 février 1975 définissant les attributions de l'arpenteur ; ordonne en conséquence la suite de l'opération d'arpentage à Mahotière 85 ; dit que l'opposition formée par la dame Marie Ange Luc n'est pas fondée en conséquence la déboute de son action d'opposition; ordonne l'exécution du présent ; condamne la citée à cinq milles gourdes de dommages intérêt pour les préjudices causés; la condamne en fin aux frais et dépens de l'instance; commet l'huissier François Ruland de ce tribunal pour la signification du présent jugement.
Ainsi jugé et prononcé par nous Me Franz Merentus, juge en audience civile et publique du lundi vingt six août deux mille dix neuf. An 216ème de l'indépendance avec l'assistance du sieur Jean Eddy Frédéric greffier du siège.
Il est ordonné à tout huissier sur ce requis de mettre le présent jugement à exécution, aux officiers du ministère public près les tribunaux civils d'y tenir la main à tous commandants et autres officiers de la force publique d'y prêter main forte lorsqu'ils en seront légalement requis.
En foi de quoi la minute du présent jugement est signée du juge et du greffier susdit pour servir et valoir ce que de droit
Jean Eddy Frédéric
Greffier

PAR CES MOTIFS

Après examen et sur les conclusions conformes du ministère public, le tribunal au vœu de la loi maintient le défaut requis et octroyé à l'audience contre le défendeur pour faute de comparaître ; pour le profit accueille l'action de la demanderesse la dame Jymmy Marcillon, née Emmanuela Henry vu que cette demande est juste et fondé ; admet le divorce des époux Jymmy Marcillon née Emmanuel Henry aux torts exclusifs de l'épouse; prononce la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre eux ; ordonne à l'officier de l'état civil compétent de transcrire sur les registres à ce destinés pour en délivrer copie ou extrait au besoin.
Le dispositif du présent jugement dit qu'un extrait sera publié dans l'une des colonnes d'un quotidien s'éditant à la capitale sous peine de dommages intérêt envers les tiers s'il y échait ; commet le sieur Varius Zamy, huissier de Notre tribunal pour la signification du présent jugement ; compense les dépens vu la qualité des parties.
Rendu par nous, Me Fritzner Duclaire, doyen du tribunal de première instance de Petit Goâve en audience publique, civile de divorce de ce jour trente Novembre deux mille dix-huit en présence de Me Erick Pierre Paul substitut commissaire du gouvernement de ce ressort, assisté du sieur Christophe bonbon greffier du siège.
Il est ordonné à tout huissier sur ce requis de mettre à exécution le présent jugement; aux officiers du ministère public près les tribunaux civils d'y tenir la main, à tous commandants et autres officiers de la force publique d'y prêter main forte lorsqu'ils en seront légalement requis.
En foi de quoi, la minute du présent jugement est signée du doyen et du greffier
Ainsi signé à la minute Fritzner Duclaire doyen et Christophe bonbon greffier.

PAR CES MOTIFS

Le tribunal après examen, le ministère public entendu, maintient le défaut octroyé contre la défenderesse à l'audience précitée, pour le profit déclare fondée ladite action. Admet en conséquence le divorce du sieur Gérard GEFFRARD d'avec son épouse, née Yarlie NOEL pour injures graves et publiques aux torts de l'épouse. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre les dits époux; ordonne à l'audience l'officier de l'Etat civil de section sud de Port-au-Prince à transcrire sur les registres à ce destinés; le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans des quotidiens s'édifiant à la capitale sous peine de dommage-intérêts envers les tiers s'il y échet, commet l'huissier Jean Joseph Donald Cadet pour la signification de ce jugement; compense les dépens.
Ainsi jugé et prononcé par nous, Guy AUGUSTIN, Juge en audience civile, ordinaire et publique du mercredi dix juillet deux mille dix-neuf en présence de Me Paul WESLEY, Substitut du commissaire de ce ressort et avec l'assistance du sieur Junior Sauvens THELEMAQUE, greffier du siège.
Il est ordonné.....etc, etc, etc....
En foi de quoi .....etc, etc, etc...
Me Léonel SANON, Av.

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après examen, le Ministère Public entendu, maintient le défaut octroyé contre la défenderesse à l'audience précitée, pour le profit déclare fondée ladite action. Admet en conséquence le divorce du sieur Odeja JOSEPH d'avec son épouse Farah LOUIS pour injures graves et publiques aux torts de l'époux. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre lesdits époux; ordonne à l'Officier d'Etat Civil de la Section Sud de Port-au-Prince de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré à la Capitale sous peine de dommage intérêts envers les tiers s'il y échet ; commet l'huissier de ce siège pour la signification de ce jugement; compense les dépens.
Ainsi jugé et prononcé par Nous Annie Fignolé juge en audience civile ordinaire et publique du Jeudi vingt et un Juin en présence de Me. Néhémie Jean Baptiste, Substitut Commissaire de ce ressort et avec l'assistance du sieur Mozart TASSY, Greffier du siège.
Il est ordonné à tout huissier sur ce requis de mettre le présent jugement à exécution, aux Officiers du Ministère Public près les Tribunaux civils d'y tenir la main; à tous commandants et autres Officiers de la force publique d'y tenir la main forte lorsqu'Ils en seront légalement requis.
En foi de quoi la minute du présent jugement est signée du juge et du Greffier susdits.
Ainsi signé: Annie Fignolé et. Mozart TASSY.

Ceux qui parlent de démocratie et d'ingérences électorales ?

Par Fanfan la Tulipe

Qui parle de corde dans la maison du pendu ?

L'histoire du voleur qui crie au voleur pendant qu'on lui court après est bien connue. Il y a toutefois une énorme différence entre le type affamé qui a volé une banane à l'étalage d'une marchande et un pouvoir tout puissant qui vole des élections à son propre pays, ou, pire, à un autre pays, de façon honteuse et moralement indéfendable. Ce pouvoir ne peut agir qu'en vertu du principe de la loi du plus fort, « la meilleure », comme Jean de Lafontaine le décrit dans la fable "Le loup et l'agneau". Les Haïtiens, eux, parlent volontiers de dappiyanp.

C'est l'actuel panorama politico-électoral états-unien qui nous a poussé à poser la question : qui parle de démocratie et d'ingérences électorales ? En effet, tout récemment, la politiquement « vertueuse » Hillary Clinton a accusé Moscou de s'ingérer à nouveau dans l'élection présidentielle américaine en faveur du non moins « vertueux » Donald Trump, en appuyant la candidature d'une élue en lice pour la primaire democrate, Tulsi Gabbard. Manquant de courage, s'agissant peut-être de fabrication d'un esprit toujours en état mental de perdance présidentielle, madame a préféré parler de "la favorite des Russes".

Selon l'ancienne Première dame, les Russes « savent qu'ils ne peuvent pas gagner sans un "candidat indépendant" ». Ils ont donc jeté leur dévolu sur Tulsi Gabbard. Dans l'esprit magouilleur de la Clinton, Moscou, souhaitant la réélection de Donald Trump, cherche à promouvoir ce « candidat indépendant » capable de récupérer des voix qui iraient autrement au vainqueur de la primaire démocrate. Madame Hillary s'est sentie d'autant plus assurée et rassurée pour faire cette prédiction *ingérentielle* que, selon Le *New York Times,* des républicains sont impressionnés par l'énergie et le programme politique de la Gabbard, dont un théoricien d'extrême droite, Mike Cernovich, a eu à dire qu'elle semble "très Trumpienne".

Cette intempestive, *gabbardienne* intervention d'Hillary Clinton n'est pas comme un cheveu médisant tombé dans la soupe *joumoute* du paysage électoral américain. En effet, en octobre 2016, le gouvernement américain a accusé la Russie d'**intervenir** dans les élections américaines de 2016 en utilisant un certain nombre de stratégies, notamment le piratage de plus de 19.000 emails du Comité national démocrate (DNC) et la divulgation des documents piratés à WikiLeaks, qui les a ensuite divulgués aux médias (*The Guardian*). Bien sûr, la Russie a nié toute implication.

En janvier 2017, à la suite d'une information des services de renseignement britanniques, la communauté de renseignement américaine a exprimé sa « grande confiance » en ce que le président russe Vladimir Poutine était responsable d'une campagne d'influence destinée à **s'immiscer** dans les élections américaines de 2016, sapant ainsi la confiance dans la **démocratie** américaine, nuisant aux chances de gagner de la candidate démocrate Hillary Clinton, ce qui aiderait Donald Trump à gagner. CQFD. Démontrer qu'il y avait un voleur dans la maison démocrate américaine.

Le voleur qui crie au voleur ? Le *dappiyanpeur*, l'*immisceur* qui crie au *dappiyanp*, à l'immixtion dans ses affaires électorales ? C'est bien de cela qu'il s'agit. Mais, même dans le paysage des *dappiyanpeurs* il y a eu des *tirepye*, des gens honnêtes qui ont eu le courage intellectuel de chercher où se cachait la vérité *dappiyanpante*. Ainsi, Dov Levin, boursier postdoctoral à l'Institut de politique et de stratégie de l'Université Carnegie-Mellon, a établi que les États-Unis avaient tenté d'influencer les élections de pays étrangers au moins 81 fois entre 1946 et 2000. (*U.S interfered in elections of at least 85 countries worldwide since 1945*, Global Research, December 30, 2016).



Putin (à droite) accusé d'ingérence électorale et Hillary connue pour ses ingérences électorales avérées.

"Souvent dissimulés dans leur exécution, ces efforts allaient des activités de la CIA durant les campagnes présidentielles aux Philippines, dans les années 50, aux fuites d'informations préjudiciables aux sandinistes, marxistes, afin d'influencer les électeurs nicaraguayens en 1990. Au total, les États-Unis auraient visé les élections de 45 pays à travers le monde au cours de cette période", selon les recherches de Dov Levin. Dans le cas de certains pays, tels que l'Italie et le Japon, les États-Unis ont tenté d'intervenir lors de quatre élections, de façon séparée, si ce n'est plus.

Les chiffres de Levin n'incluent pas les coups d'État militaires ni les tentatives de "changement de régime" qui ont suivi l'élection d'un candidat auquel les États-Unis se sont opposés ; ainsi lorsque la CIA a aidé à renverser Mohammad Mossadegh, le Premier ministre démocratiquement élu d'Iran, en 1953. Alors, allons-y, exposons les voleurs qui crient au voleur.

Lors des élections législatives italiennes de 1948, décrites comme un "test de résistance apocalyptique entre le communisme et la démocratie" (Miller, James. *Taking Off the Gloves: The United States and the Italian Elections of 1948*". 2007), l'administration de Harry Truman, alliée à l'Église catholique romaine, a acheminé des millions de dollars de financement à la Démocratie chrétienne et à d'autres partis, rivaux du Pati communiste italien, en plus de fournir des conseillers militaires, en prévision d'une guerre civile potentielle. Les États-Unis ont également invité le Premier ministre Alcide De Gasperi à se rendre en visite officielle à Washington. Lors, un certain nombre de concessions économiques connexes ont été consentis (Brogi, Alessandro. *Confronting America: The Cold War Between the United States and the Communists in France and Italy.* 2011).

Le gouvernement des États-Unis, par le biais de la *Central Intelligence Agency*, a exercé une forte influence sur les élections de 1953 aux Philippines alors que les candidats aux élections se livraient une vive concurrence pour obtenir l'appui du pays grand-étoilé. L'agent de la CIA, Edward Lansdale, aurait dirigé, en sous-main, la campagne présidentielle, réussie, de Ramon Magsaysay, l'homme de Washington. (Tharoor, Ishaan. *The long history of the U.S. interfering with elections elsewhere*. The Washington Post, 13 octobre 2016).

L'ancien président des États-Unis, Bill Clinton, a bien reconnu qu'il était intervenu, aux élections israéliennes de 1996, au nom de Shimon Peres, contre Benjamin Netanyahu, à la suite de l'assassinat du Premier ministre Yitzhak Rabin : «Il serait vrai de dire que j'ai tenté d'aider Peres à gagner les élections, et que j'ai essayé de le faire d'une façon qui ne permettait pas de montrer que j'étais ouvertement engagé. J'ai essayé de l'aider car il était d'après moi un meilleur partisan du processus de paix, et j'ai essayé de le faire d'une façon qui serve les intérêts d'Israël, sans toutefois m'exprimer sur la politique intérieure ». (iNEWS 4 avril 2018).

L'historien Ervand Abrahamian a déclaré dans une interview à l'émission *Democracy Now* que des documents du département d'Etat américain déclassifiés en 2017 ont révélé que la stratégie américaine, durant les élections législatives en Iran, consistait à saper le Premier ministre Mohammad Mossadegh par le parlement et que la CIA a dépensé beaucoup d'argent pour obtenir l'élection des 18 candidats qui étaient favorables aux intérêts américains (*Democracy now*, 24 July 2017). Alors, est-ce même nécessaire de souligner que soixante ans après le coup d'Etat qui a renversé le Premier ministre iranien Mohamed Mossadegh, le 18 août 1953, la CIA a reconnu pour la première fois avoir orchestré ce putsch ?

Lors des élections présidentielles au Chili, en 1964, le résultat fut une victoire pour Eduardo Frei Montalva du Parti démocrate chrétien. Le comité Church du Sénat américain a révélé en 1975 que la CIA avait largement interféré avec l'élection pour empêcher l'adhésion du marxiste Salvador Allende, lors rival de Frei. La CIA avait alors secrètement financé plus de la moitié de la campagne de ce dernier et soutenu un éventail de groupes démocrates pro-chrétiens. Deux autres partis politiques avaient également été financés dans le but de diffuser le vote. L'assistance de la CIA à Frei avait pris la forme de sondages, d'inscription des électeurs et de contrôle des unités de vote, en plus d'une propagande secrète (*Covert action in Chile, 1963-1973.* Church Committee, 1975).

Aux élections présidentielles de 1970 au Chili, selon des informations publiées dans le cadre des conclusions du Comité Church, la CIA a soutenu l'enlèvement du commandant en chef de l'armée chilienne, René Schneider, dans le but d'empêcher la confirmation de Salvador Allende, comme président, par le Congrès chilien. La tentative a échoué et Schneider a été abattu dans le processus. Par la suite, les États-Unis ont poursuivi une campagne ouverte et secrète vigoureuse visant à saper la présidence d'Allende, ce qui aurait pu créer les conditions du renversement d'Allende par un violent coup d'État (Rositzke, Harry. *The CIA's Secret Operations. Reader's Digest Press.*1977).

Apparemment, la CIA n'aurait fourni aucune assistance directe à aucun candidat, contrairement à ce qu'elle avait fait lors des élections de 1964, mais s'est plutôt concentrée sur la propagande anti-Allende, ce pour quoi le "Comité des 40", états-unien, avait approuvé un montant de 435 000 $. En fait, cela ne représentait que la moitié environ de l'argent dépensé par la CIA pour influencer l'élection; le Comité Church, dix ans plus tard, a estimé le montant total entre 800 000 et 1 million de dollars.

L'argent approuvé par le "Comité des 40" a été utilisé dans une "campagne de terreur" d'affiches et de pamphlets liant une victoire d'Allende à la violence et à la répression associées à l'Union soviétique. Des éditoriaux et des reportages renforçant ce message ont également été écrits avec les conseils de la CIA, notamment dans le journal El Mercurio, et ont été diffusés dans les médias nationaux. Par ailleurs, la CIA a aidé des sociétés américaines à financer des candidats, environ 700 000 dollars; la moitié de cette somme a été fournie par la International Telephone & Telegraph Corporation.

On sait que par la suite, un violent coup d'État avait été organisé et exécuté par le général putschiste Augusto Pinochet au cours duquel est mort le président Allende. Les auteurs intellectuels et politiques de ce crime contre le Chili ? Vous l'avez assurément deviné. Henry Kissinger n'avait-il pas déclaré : "Je ne vois pas pourquoi nous devons laisser un pays devenir communiste en raison de l'irresponsabilité de son propre peuple". CQFD. Démontrer qu'il est nécessaire de recourir à la pire des violences pour se permettre le droit d'**ingérence** dans un pays politiquement, psychologiquement « irresponsable » en vue d'y établir la **démocratie** ».

Lors des élections présidentielles en Bolivie, en 2002, les États-Unis, qui finançaient l'éradication des plantations de coca, ont chargé l'ambassadeur Manuel Rocha de mettre en garde les Boliviens contre un vote en faveur du candidat socialiste Evo Morales, estimant que cela pourrait "mettre en péril l'assistance et les investissements américains" (Forero, Juan. *U.S. Aid Foe Is in Runoff For President Of Bolivia*". *The New York Times.* July 10, 2002). L'USAID a également créé le "projet de réforme des partis politiques" en Bolivie en 2002, dont le but était "d'aider à construire des partis politiques modérés et pro-démocratiques pouvant servir de contrepoids au MAS (*Movimiento al socialismo*) radical ou à ses successeurs" (Forero, ibid).

Evo Morales, certes, fut battu en 2002. Mais aux élections générales de 2005, le MAS mène triomphalement à la présidence de la République son leader, Evo Morales. Celui-ci est réélu à la présidence lors des élections générales de 2009, avec 64 % des voix tandis que son parti obtient la majorité absolue dans les deux Chambres, puis à nouveau en 2014 avec 61 %. En 2016, il perd un référendum constitutionnel devant lui permettre de briguer un quatrième mandat présidentiel, mais une décision du Tribunal constitutionnel, passant outre ce référendum, l'y autorise.

Et voilà le *manman penba*. Vingt ans avant que la Russie ait tenté de renverser l'élection présidentielle américaine de 2016, selon les services de renseignement états-uniens, la "vertueuse" Amérique, amante de **démocratie** et de non-ingérence *kay vwazen* a tenté de renverser une élection présidentielle en Russie en y fourrant le nez, son savoir-faire déstabilisateur et son argent. C'était 1996. Boris Eltsine cherchait un second mandat et Bill Clinton voulait désespérément l'aider. "Je veux tellement que ce gars gagne", avait-il déclaré à la secrétaire d'Etat adjointe Strobe Talbott. Clinton aimait personnellement Eltsine. Il le considérait comme le meilleur espoir de la Russie d'adhérer à la **démocratie** et au capitalisme.

Mais Eltsine avait largement bousillé la vie du russe moyen : ses réformes économiques de «thérapie de choc» avaient réduit le filet de sécurité du gouvernement de façon significative et provoqué une flambée du chômage et de l'inflation. Entre 1990 et 1994, l'espérance de vie moyenne des hommes russes avait chuté de six ans. Au début de sa campagne de réélection en janvier 1996, le taux d'approbation d'Eltsine se situait autour de 6%, soit un niveau apparemment "inférieur à celui de Staline". C'est tout dire. Peu d'électeurs avaient envie de voter Eltsine.

Aussi, l'administration Clinton est-elle entrée en action. Elle a fait pression sur le Fonds monétaire international pour accorder à la Russie un prêt de 10 milliards de dollars, dont une partie a été accordée à Eltsine pour séduire les électeurs. Trois consultants politiques américains – dont Richard Dresner, un vétéran des campagnes de Clinton dans l'Arkansas – se sont mis au travail pour la candidature à la réélection d'Eltsine. Chaque semaine, Dresner envoyait à la Maison Blanche le scrutin interne de la campagne du poulain de Clinton.



Deux compères capitalistes manigançant une impossible élection

Eh bien oui, dans un revirement époustouflant, Eltsine, qui avait entamé la campagne électorale à la dernière place, a battu son rival communiste au dernier tour des élections par 13 points de pourcentage. Certes, Talbott a eu à déclarer qu'«un certain nombre d'observateurs internationaux ont jugé cette élection libre et juste », mais en fait c'était une fraude électorale, qu'il avait été incité à ne pas révéler. Ainsi, en Tchétchénie, qui, selon les observateurs internationaux, compterait moins de 500 000 adultes, un million de personnes avaient voté Eltsine. Malgré la poursuite d'une guerre brutale dans la région contre les Tchéchéniens, Eltsine avait remporté exactement 70% des suffrages (Peter Beinart. *The U.S. Needs to Face Up to Its Long History of Election Meddling*. The Atlantic. 22 juillet 2018).

Nous sommes en 1990. Au pays « le plus pauvre de l'hémisphère », les élections présidentielles sont fixées au 16 décembre. Jean Bertrand Aristide est sans conteste aucun le candidat le plus populaire. En face de lui Marc Bazin, le chouchou du FMI, de Washington et bien sûr de l'ambassade américaine. Pressentant la victoire d'Aristide, le Département d'État dépêche le vertueux Jimmy Carter en Haïti. Sa mission ? Obtenir d'Aristide qu'il se désiste en faveur de Bazin. Entre « amis », il faut savoir *baziner*

suite à la page(15)

An n òganize batay la, pou mas Pèp la pran pouvwa a fwa sa !

Pozisyon Kolektif Kanmarad Janil Prezan sou Batay mas pèp la ap mennen kont Leta boujwa a !

Kolektif Kanmarad Janil Prezan salye leve kanpe istorik Pèp ayisyen an fè depi dimanch 16 sektanm 2019 la pou voye jete nan poubèl istwa ekip sou pouvwa a, boujwazi a, enperyalis la ansanm ak pwojè piyaj yo genyen pou peyi a ak pou tout moun k ap viv ladan l. Yon lòt fwa ankò, leve kanpe istorik sa fèt pou chavire sistèm nan – operasyon chavire chodyè – pandan tout popilasyon ap mande Jovenel Moyiz—ki senbolize sistèm sa nan jan l rive sou pouvwa a ak jan li enplike nan tout zak vòl - rache manyòk li bay tè a blanch. Pou anpil moun ki gen tandans bilye sa, Pèp ayisyen tout kote nan peyi a montre se bonjan solda batayè li ye. Yo gen dwa vann zouti, men yo pa bliye metye yo.

Soti nan Grandans rive nan Nodwès, pase nan Sid, Nip, Sidès, Latibonit, Lwès elt… tout kote leve kanpe. Si se vre nou devan yon sistèm ki rive nan bout li, fò n fè sonje tou kòz konjonktirèl kriz sa se tantativ yon lòt fwa ankò pouvwa makouto-boujwa ekstrèm dwat la pou monte pri gaz la anba dikte FMI ak Bank Mondyal. Malgre mizè, kalamite, kondisyon lavi di popilasyon an, pouvwa bandi legal la ansanm ak boujwa yo te deside wè pa wè, yo ap monte sou fyèl li ak kesyon monte pri gaz la. Pou yo te kapab fè sa, yo te kreye yon fo kriz mankman gaz, lage tout moun nan lari nan kouri ak ti galon, nan goumen pou jwenn ti kras gaz. Men sete byen konte mal kalkile.

Desizyon sa rive nan yon moman kote koripsyon, gaspiyaj ak piyaj resous piblik fè Leta tounen manman bèf pou palmantè (depite ak senatè), minis, direktè jeneral, prezidan ak oligachi souse manmèl. Pandan yo ap di bèf la pa gen lèt anko, se zo ak po ki rete menm zèb li pa kapab jwenn pou l ta manje, yo menm yo ap souse. Depi ekip sa fin fè dappiyanp sou pouvwa Leta ak benediksyon enperyalis la, oligachi sousèt la ak klan mafya ki ejemonik jounen jodi a nan peyi a. Pèp la konstate kouman yo ap ranfòse enstitisyonalizasyon kòripsyon ak piyaj byen piblik kite koumanse depi lontan men ki ranfòse nètalkole anba pouvwa Tèt Kale ak Bandi Legal yo. Nan vòlò, kòripsyon, detounman lajan ak gwo banditis se tout pou yo anyen pou Pèp la. Egzanp pi pre nou genyen se istwa Fritz William Michel la, yon jèn ti gason 38 lane ki vòlè tankou rat. Li mele nan tout konbin, nan tout kout maltaye depi nan laj 23, 24 lane. Kòm se li menm rejim Bandi legal yo t ap eseye mete premye minis pou vin kontinye kase resous peyi a, li t ap mache ak yon mago lajan nan malèt pou peye depite ak senatè. Sou kote egzanp pi resan sa, nou kapab pran tou gwo blakawout blòk ki sou pouvwa a ap goumen pou fè tout jan tout mannyè sou piyaj 4.2 milya dola vèt Petwo-Karibe a, aprè plizyè rapò montre aklè Jovenel Moise ak tout ekip bandi legal yo benyen jouk nan kou nan vòlè lajan an.



Sèl sa ki manke se lidèchip revolisyonè pou mennen Pèp la dirèkteman nan egzèsis pouvwa a


Reskonsablite noumenm militan revolisyonè se pou n òganize batay la sou tout teren pou mas Pèp la pran pouvwa a dirèkteman fwa sa !

Yon lot bò nan menm moman an, nou jwenn yon Pèp ki ap koukouman nan lamizè chak jou piplis, ki pa konnen si pou l monte ni pou l desann – enflasyon a rive 20 % pandan goud la pèdi 30 % nan valè l - ak yon jenès ki pa gen opsyon pati kite peyi a pa bann e pa paket ankò pou al chache lavi nan lòt peyi (tankou Brezil, Chili, Kanada elt). Depi ekip ki la a rive dappiyanp pouvwa a nan koudeta elektoral novanm 2016 la li prensipalman anrichi 1% moun nan peyi ak enstriman yo plase sou pouvwa a men anmenmtan ajiste pi moun nan lakras. Pandan tan sa, 3 % boujwa dappiyanp 80 % riches ekonomi an. Nan sans sa nou pa ka bliye: batay klas ouvriye nan soutretans la ap mennen depi mas 2017 jiska jounen jodi a pou ogmante sale minimom lan a 1000 goud pou piti. Se prezidan an menm ak enstriman patwon yo ki nan palman an ak nan diferan pòs estratejik nan Leta a ki toujou entèvni pou bloke revandikasyon klas ouvriye a pandan kondisyon lavi ak travay yo pa sispann depafini.

Yon konplikasyon ki te parèt aklè nan analiz kontèks la, nan gwo anje k ap debat yo ak nan jan batay la rèd nan mitan klas sosyal yo, sitou ant diferan fraksyon sosyal (kategori) ki fòme boujwazi a. Men pi rèd ankò, nati reyaksyonè batay kategori tiboujwa yo t ap konplike bagay yo chak jou pi plis. Konsantrasyon tout pouvwa nan men yon ti gwoup vòlè ki mare nan pye tab oligachi a ak enperyalis la, epi souvan nan pye tab ti sèk ekonomi kriminèl yo, dappiyanp sou tout aparèy leta yo, kontwòl total sou enstitisyon represyon tankou Lapolis, vin mennen batay la nan yon faz kote pa gen mwayen fè bak, kote se mas Pèp la – anpatikilye moun nan katye popilè yo – ki pran batay la anchaj. Dènye jou sa yo, nou tout kapab konstate batay la chanje faz. Li antagonize piplis toujou. Li rantre nan yon dinamik enzireksyon kote sèl sa ki manke se lidèchip revolisyonè pou mennen Pèp la dirèkteman nan egzèsis dirèk pouvwa a. Aspè klas batay la parèt aklè nèt san kache lonbrit. Gen de (2) gwo kan ki kanpe fas pou fas. Tout moun oblije pran kan yo. Anplis manifestasyon yo k ap kontinye chak jou, Popilasyon an deside bloke peyi a jouk Jovenel Moyiz bay talon l. Konsa nou te kapab wè tout wout atravè peyi a bloke ak wòch, pyebwa ak kawotchou k ap boule. Nan kè kapital la menm, Pòtoprens, batay la tèlman rèd menm gen yon senatè Tèt Kale ki tire sou moun anndan Sena a. Malgre feblès òganizasyon, Pèp la li menm pran dispozisyon pou defann tèt li ak mwayen li gen nan men l. Gen moun ki ta renmen pou Pèp oprime k ap soufri a revandike san li pa domaje enterè fondamantal boujwazi a; se sa yo rele demokrasi. Alòske nou konnen, jan Mao di sa, nan yon sosyete kote se klas yo k ap batay; lè boujwazi a ap jwi demokrasi, pa gen ankenn demokrasi pou lòt klas yo anpatikilye klas travayè yo. Batay la kare !

Tout kote nan kan Pèp la se yon sèl revandikasyon. Kidonk balon an deja santre. Jwèt pwennfèpa mòrèd la bèl e byen demare depi plizyè semèn. Pèp la ap goumen pou li dechalbore yon sistèm kapitalis apatay (apartheid) k ap grennen lamizè ak mepri pou lavi moun pòv, malere ak malerèz nan peyi a pou pifò moun pandan yon ti gwoup ap viv nan lwil. Rezilta batay yo pral depann de kalite estrateji nou tout, nan sektè pwogresis revolisyonè yo, demokratik ak popilè yo pral kontinye mennen pou fini ak sistèm kapitalis la tout bon vre. Jan nou toujou wè sa, depi se batay pou chanje lavi Pèp la pa janm sispann reponn prezan. Moun yo gen fyèl pou kanpe sou barikad ak vant yo vid, pote lestomak yo bay mèsenè ak inifòm lapolis sou do yo, pandan gen lòt Ayisyen tankou Michel Soukar k ap mete may pou chache sove patat yo.

Anpil eksperyans ki fèt deja nan batay popilè, anndan tankou deyò peyi a, montre fò n kesyone itilizasyon enstitisyon boujwa yo si n vle chanje sosyete a tout bon vre. Eksperyans sa yo montre tou nesesite pou kesyone fondalnatal demokrasi boujwa a (liberal la) sitou nan sa ki konsènen mòd sosyete kapitalis periferik tankou sa n ap viv ladan l nan. Depi se nan demokrasi liberal boujwa nou ye, li dwe klè nati popilè pouvwa a ap toujou rete yon fiksyon, yon pawòl anlè, yon rèv je klè. Lojik remèt pouvwa a bay kèk grenn moun (lidè) pou swadizan ale defann enterè Pèp la epi egzèse gouvènman nan plas li montre aklè li pa kapab bay rezilta. Anpil fwa, moun ki swadizan pran pouvwa pou reprezante Pèp la epi gouvène l yo, toujou tonbe nan woule m de bò ak nan esklavaj rejim boujwa a. Kidonk fòk mas Pèp la ak òganizasyon konsekan Pèp la pran pouvwa a dirèkteman tout kote depi nan tranzisyon an pou aplike pwogram chanjman pou mas yo.

Se sa k fè, annatandan pouvwa popilè a tabli definitivman, tranzisyon koupe fache a dwe mete aksan sou devlope lòt fòm otonòm òganizasyon popilè ak sitwayen-sitwayèn yo nan katye yo, nan vil yo tankou nan seksyon kominal yo. Li enpòtan tou pou n pa bay tèt nou manti sou posiblite transfòmasyon sosyete a nan eleksyon. Nou pa nan eleksyon ! Se òganizasyon pou n konstwi paske mezi òganizasyon nou rive konstwi se mezi pouvwa pèp la ap rive pran. Nan sans sa, nou genyen pou n ankouraje popilasyon an tou pran pouvwa a dirèkteman pou l aplike pwogram tranzisyon an pandan l ap travay pou ranfòse òganizasyon otonòm li nan izin yo, nan mache yo, nan jaden yo, nan katye yo, nan bouk tankou nan seksyon kominal yo. Tout kote sa yo revandikasyon mas Pèp la klè, li depase istwa voye Jovenel ale. Revandikasyon an se : libète ak byennèt pou tout moun. Ki vle di : travay, refòm latè, bon jan kay, manje, lasante, edikasyon, endepandans, libète, demokrasi, patisipasyon, jistis ak lapè epi redistribisyon tout richès peyi a pou tout moun.

Revolisyonè ki kwè nan pwojè emansipasyon sosyal ak politik tout bon ansanm ak transfòmasyon total kapital sosyete a nan sans enterè popilasyon an gen enterè pandan yo ap kanpe devan pouvwa ekstrèm dwat vòlè ak konwonpi sa a, kanpe tou devan opòtinis ki deja ap eseye tanporize mas pèp la pou l pa mennen batay la nan bout li. Istwa depa òdone a menm jan ak istwa trèv nan batay la se yon pawòl konsa yo ye ! Sou teren ideyolojik, mòd pawòl sa yo reprezante gwo danje ki enplike yon lòd k ap kontinye aktivite yo nan kondisyon yo ye la.

Nan sans sa, menm lè apwòch yo gen anpil limit, travay pa nou se kontinye gade kijan nou kapab mennen konjonkti an deplwaye pou l bay tout resous li kapab bay nan sans enterè batay mas Pèp la. Anplis kriz pwofon estrikti kapitalis la nan peyi a k ap grennen aryennafè (71 % chomeko), jounen jodi a, si peyi a nan katchouboumbe, se paske depi plizyè lane entènasyonal kominotè a ak peyi enperyalis yo alatèt ap triye raketè manfouben, brasè sankoutcha ak valpa pou mete nan tèt peyi a pou defann entere yo. Apre plizyè lane ap tatonnen, yon pouvwa popilè tout bon, se sèl solisyon pou peyi a soti nan twou won san fon sa l ye a.

Reskonsablite noumenm militan revolisyonè se pou n òganize batay la sou tout teren pou mas Pèp la pran pouvwa a dirèkteman fwa sa ! Ak yon ti òganizasyon anplis, Komite k ap defann barikad yo, komite katye yo deja kapab sèvi baz pou otojesyon pouvwa popilè a. Rete kounye a pou n reflechi ansanm sou pi bon fòmil la.

Kolektif Kanmarad Janil Prezan ak Gwoup « Rhizomes » Jiyè-Sektanm 2019
ALASO VOL 3 # 3, JIYE-SEKTANM 2019

Le Binuh pour faire quoi ?

Par Isabelle L. Papillon

De la mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti (MINUSTAH), déployée en 2004 après le coup d'état contre le président Jean-Bertrand Aristide sous les pressions de la bourgeoisie patripoche et des puissances impérialistes à la Mission des Nations unies pour l'appui à la Justice en Haïti (MINUJUSTH), la situation du pays ne cesse de se détériorer.

Pourtant, pour le Secrétaire général adjoint de l'ONU aux opérations de paix, Jean-Pierre Lacroix *« la page de 15 ans de présence du maintien de la paix est fermée, mais l'ONU ne quitte pas Haïti. Il y a encore, comme on le voit aujourd'hui, beaucoup de défis à relever dans ce pays. »* Lacroix ne pouvait être plus clair puisque depuis le mois de juillet 2018, les masses populaires soulevées exigent des règlements de compte aux actuels dirigeants imposés par les puissances impérialistes à travers leurs satellites, ambassadeurs du Core group.

Le Conseil de sécurité des Nations unies, constatant la faillite de l'occupation du pays qui ne pouvait ni pacifier le peuple, ni l'empêcher de revendiquer ses droits élémentaires a adopté, le mardi 25 juin 2019, par treize voix pour et deux abstentions, la résolution


Helen Meagher La Lime Cheffe du Bureau intégré des Nations Unies en Haïti (BINUH) et le Secrétaire général des Nations Unies, António Guterres

2476 rédigée par les Etats-Unis pour créer sous le Chapitre VI de la Charte des Nations Unies, une autre mission maintenant plus politique de l'ONU en Haïti, baptisé de Bureau intégré des Nations unies en Haïti (BINUH) qui vient justement de rentrer en fonction le 16 octobre dernier.

Toujours selon Lacroix : *« Les défis qui existent toujours en Haïti ne sont pas des défis qui justifient aujourd'hui une présence de type maintien de la paix comme cela avait été le cas avec la MINUSTAH (première opération de maintien de la paix en Haïti entre 2004 et 2017) avec des unités militaires et de police en grand nombre »* Une autre façon de dire, il nous faut remplacer les militaires par des conseillers au sein de toutes les administrations de l'état haïtien.

Dans cette perspective, cette mission ne sera autre qu'un appui au pouvoir en place puisque ses experts auront la tache de donner directement des conseils stratégiques aux autorités haïtiennes sinon à les accompagner pour ne pas dire leur dicter les positions à prendre dans tous les domaines, Mais de quelles autorités haïtiennes parle le Binuh, si ce n'est pas le gouvernement du PHTK que dirige Jovenel Moise ?

Le Bureau intégré des Nations unies en Haïti (BINUH) ne sera autre qu'un gouvernement étranger dictant aux soi-disant dirigeants haïtiens ceux qu'ils doivent faire pour continuer à écarter le peuple, en le tenant loin des affaires politiques, économiques et sociales du pays.

Selon les prescriptions du Conseil de sécurité de l'ONU, le BINUH aura pour taches essentiels de:

Conseiller le gouvernement d'Haïti pour promouvoir et renforcer la stabilité politique et la bonne gouvernance, y compris l'état de droit, préserver et favoriser un environnement pacifique et stable, y compris en appuyant un dialogue national inclusif entre Haïtiens, et protéger et promouvoir les droits humains.

Aider le gouvernement d'Haïti, dans un rôle consultatif, dans ses efforts dans les secteurs suivants :

Dialogue et réformes : promouvoir un dialogue inclusif entre Haïtiens afin d'encourager le consensus national sur les priorités du pays, comme sur la mise en œuvre des réformes politiques, législatives et structurelles.

Élections : faire avancer les efforts d'Haïti pour entreprendre des réformes électorales et tenir des élections libres, régulières et transparentes.

Professionnalisation de la police : renforcer les capacités opérationnelles, l'intégrité et la responsabilité de la Police nationale d'Haïti (PNH) dans son rôle de maintien de l'ordre public et de protection de la population dans le plein respect des obligations envers les droits humains et l'égalité entre les sexes.

Réduction de la violence communautaire et de la violence des gangs : promouvoir et appuyer la mise en œuvre d'une stratégie nationale pour réduire la violence des gangs et la violence communautaire, y compris la violence sexuelle et sexiste.

Réforme judiciaire : faire avancer des réformes dans le secteur judiciaire, en particulier pour réduire la détention préventive, garantir la reddition de comptes pour fait de corruption et lutter contre l'impunité.

Conditions pénitentiaires : renforcer la gestion et la supervision de l'administration pénitentiaire, ainsi que les capacités de contrôle pour la prestation des services de base dans les prisons, en lien avec les normes internationales relatives aux droits humains.

Protection des droits humains et impunité : appuyer la consolidation des cadres nationaux et renforcer les capacités et l'autonomie de l'institution nationale de défense des droits de l'homme et de la société civile pour protéger et promouvoir les droits humains, en particulier les droits des femmes et l'égalité entre les sexes.

Les efforts de la Mission sont en appui aux objectifs de développement d'Haïti et sont intégrées à celles des 19 agences, fonds et programmes de **l'Équipe Pays des Nations Unies**, qui fournissent une aide humanitaire et mettent en œuvre des programmes de développement sous le leadership des autorités nationales.

Dans son ensemble, le système des Nations Unies travaille en appui aux institutions nationales afin d'améliorer la vie des Haïtiens, en lien avec les priorités nationales et le Programme de développement durable à l'horizon 2030. Cette approche reflète la relation d'appui mutuel entre la paix, la sécurité et le développement durable, et elle est fondée sur l'appropriation totale et la responsabilité des institutions étatiques haïtiennes.

Haïti : La nécessité de l'autonomie des organisations populaires

Par REHMONCO

La révolte populaire secouant les principales villes haïtiennes met à nu la véritable nature de l'État haïtien et l'ensemble des rouages internationaux qui le soutiennent et contribuent à le perpétuer. La bourgeoisie et l'impérialisme, appuyant le pantin Jovenel Moise, mettent en œuvre de multiples formes de violence pour le maintenir au pouvoir : forces policières, escadrons de la mort, gangs inféodés, mercenaires étrangers et criminels de tout acabit. Selon les rapports les plus conservateurs, depuis ces deux derniers mois, on compte plus de 300 morts et plus d'un millier de blessé.e.s.

Alors que ces tueries prennent de plus en plus l'allure d'un génocide d'État, la grande presse occidentale n'en pipe pas mot. Ce silence en dit long sur le mépris de ces médias à l'égard de la lutte et de la souffrance du peuple haïtien.

Des manifestations monstres de plusieurs millions de personnes, revendiquant et exigeant une société haïtienne juste, n'attirent pas non plus l'attention des organismes des droits humains à l'échelle internationale.

Cet appui sans failles au gouvernement de Moise ne fait que déchirer les derniers voiles de l'hypocrisie de l'Occident, et porte, par conséquent, la lutte à se radicaliser. Le peuple sait dorénavant que le régime PHTK ne fait qu'un avec les puissances impérialistes, que Moise est leur homme de paille, qu'il ne décide de rien sans les consulter, que ses ordres viennent de l'impérialisme et de l'oligarchie mafieuse.

La dernière mission de l'ONU en Haïti est un exemple éloquent : elle affirme sans ambages un support inconditionnel aux forces répressives et veut continuer à soutenir un statu quo marqué par la corruption et les massacres.

Rappelons qu'au cours des trois dernières décennies, ces pays et organismes internationaux ont joué un rôle proactif dans la restructuration des institutions régaliennes en Haïti, dont la police et la justice. Depuis 2004, ils contrôlent directement les mécanismes électoraux et ne se contentent pas de dicter les grandes lignes néolibérales de politiques publiques, mais interviennent directement dans leur mise en œuvre par le biais des laquais locaux.

Les échecs répétitifs de ces missions d'occupation des ex-puissances coloniales, régionales, pour la plupart, dans des organismes internationaux et régionaux dont l'ONU, OEA, EU, expliquent, en partie, les raisons de la révoltes des classes populaires haïtiennes aujourd'hui.

Au cours des 30 dernières années, ces missions, alors qu'elles prétendaient les combattre, ont renforcé plutôt les mécanismes de corruption, la spoliation des fonds publics et la marginalisation des classes populaires en Haïti. À considérer ce qui se passe maintenant en Amérique latine, la corruption est fondamentale à l'implantation du système néolibéral. Elle est consubstantielle à ce système.

Voilà pourquoi le mouvement populaire pour renverser une fois pour toutes l'État bourgeois en Haïti doit continuer. L'existence de cet État néocolonial est fondamentalement incompatible avec l'aspiration au bien-être des classes populaires haïtiennes. Tous les programmes réformistes des policiticien.nes traditionnels, valets de l'impérialisme et de l'oligarchie mafieuse, ont empiré le sort des classes opprimées au point que moins de 3% des possédants détiennent plus 90% des richesses du pays.

Le combat aujourd'hui pour démanteler cet État-bourgeois néocolonial constitue une occasion historique pour les masses haïtiennes de construire un État populaire qui rompt avec la tradition d'apartheid socioéconomique. Plusieurs centaines de jeunes ont déjà payé le prix du sang pour défendre cet idéal. Il n'est pas question de capituler devant la violence de l'ennemi et encore moins de compromettre cet objectif dans des ententes réformistes.

Maintenant, il s'agit de construire des organisations autonomes afin de continuer la lutte de transformation sociale, d'exiger des réformes réelles dans l'intérêt des masses populaires, de renforcer la conscience de classe parmi les opprimés, de créer des espaces de discussion et de réflexion afin de mener à bien le combat idéologique. Pour l'avenir, ces mesures sont essentielles, et, cela, quelle que soit la forme des gouvernements d'aujourd'hui et de demain. Seule l'autonomie des organisations populaires garantit la continuation des revendications.

Le peuple haïtien, malgré la misère la plus abjecte qu'on lui fait subir, a atteint une grande maturité politique et idéologique. Il sait désormais que la faim qu'on lui inflige, la destruction de sa famille, la mort prématurée de ses enfants, les conditions bestiales de son existence, les massacres qu'il subit; tout cela est le résultat d'un système socio-économique et politique construit dans l'intérêt d'une infirme minorité et des puissances impérialistes.

Il est donc, plus que jamais, fondamental d'appuyer les organisations autonomes des classes populaires haïtiennes dans leurs luttes pour éradiquer l'ordre bourgeois et néocolonial.

Nous profitons également pour exprimer notre solidarité inconditionnelle aux peuples latino-américains qui résistent aux mesures néolibérales instituées par le FMI et les organisations internationales au service de l'impérialisme.

Le Regroupement des Haïtiens de Montréal contre l'occupation d'Haïti
Pour authentification,
Renel Exantus
Ricardo Gustave
Montréal, le 22 octobre 2019
Contact : rehmoncohaiti1915@gmail.com

Haïti, chronique de 15 jours de manifestation politique non stop ! *(4e et dernière partie)*

La manifestation du 30 septembre 2019 et le retour du « Core Group »

Durant tout le mois de septembre 2019, Haïti a été le théâtre de violentes manifestations contre le Président Jovenel Moïse ; mais celle du lundi 30 septembre ouvrait une nouvelle ère dans la contestation contre le régime PHTK. Cette date du 30 septembre est quasiment mythique en Haïti depuis le sanglant coup d'Etat de 1991 dirigé par les militaires de l'époque sous les ordres du général Raoul Cédras. Même sans crise politique, que l'ex-Président Jean-Bertrand Aristide soit en Haïti ou en exil, chaque année à la même date, les partisans du pouvoir lavalas se mobilisent et occupent le macadam afin de se rappeler cette intervention brutale des militaires qui a tué dans l'œuf la démocratie naissante. Donc, cette année, le contexte s'y prêtait du reste. En dehors des lavalassiens, c'est toute l'opposition qui s'est appropriée ce 30 septembre 2019 pour marquer leur opposition au Président Jovenel Moïse et au régime Tèt Kale en général. Comme pour la précédente manifestation du vendredi 27, dans tout le pays la mobilisation était assez forte.

La population voulait dénoncer la corruption en réclamant le procès PetroCaribe, mais aussi elle rejette sans aucune ambiguïté le choix de Fritz William Michel comme Premier ministre. L'opposition qui entend intensifier la mobilisation populaire contre le Président Jovenel Moïse s'était donnée rendez-vous dans les différents lieux habituels de rassemblement dans la capitale. Au carrefour de l'aéroport (Nazon), dès le départ de la manifestation, des incidents et des affrontements entre les manifestants et les forces de l'ordre avaient été recensés. C'était une journée sous tension comme celles qu'avait connues le pays durant les semaines écoulées. Tentatives d'incendies des Commissariats de police, attaques et pillages des commerces sur la route de Delmas vers Pétion-Ville. Partout, plusieurs entreprises privées et des véhicules ont été la cible des manifestants aux cris de : « Jovenel assassin, Jovenel démission ».



Le peuple réclame la démission de Jovenel Moise

Des tirs et des jets de pierres à l'encontre des policiers qui répliquent par des tirs à balles réelles, d'où le cas de plusieurs blessés relevés par les organisateurs. D'ailleurs, ce lundi 30 septembre a été la journée où l'opposition avait lancé l'opération « chercher Jovenel ». C'est comme si le pays était livré à lui-même. On avait l'impression qu'aucune institution n'existait. Il n'y avait que les forces de l'ordre qui menaient leur drôle de guerre à travers les rues de Port-au-Prince, de Delmas et de Pétion-Ville. Du coup, la Communauté internationale représentée par le Core Group (Le Core Group est composé de la Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies, des Ambassadeurs d'Allemagne, du Brésil, du Canada, d'Espagne, des États-Unis d'Amérique, de France, de l'Union Européenne et du Représentant spécial de l'Organisation des États Américains) a dû initier en urgence une rencontre avec un certain nombre d'acteurs politiques à Pétion-Ville sur la situation de crise aiguë qui agite le pays et aussi le cas de Jovenel Moïse.

Plusieurs leaders de l'opposition radicale et modérée entre autres, Joseph Lambert, Youri Latortue (AAA), Edgard Leblanc Fils (OPL), Edmonde Supplice Bazile (Fusion), Nenel Cassy (Secteur Démocratique et Populaire) y compris l'ancien Premier ministre Evans Paul KP (Kid) au nom des Partis proches du Palais national ont pris part à cette réunion. Tous souhaitent le départ du Président y compris KP qui table toutefois pour un départ graduel, c'est-à-dire dans un an. Il semble que le Core Group serait dans une position médiane qui consiste à ce que le Président montre sa capacité à reprendre la situation et que l'opposition elle se montre capable à présenter une alternative crédible avant le départ de Jovenel Moïse. Sinon, la Communauté internationale continuera à garder et protéger le Président tant que la situation reste dans l'état. En tout cas, ce jour-là, rien de concret n'a été décidé ni défini. Sauf que selon Nenel Cassy, la position de l'opposition est claire : « Nous irons annoncer au Core Group que nous n'avons pas l'intention de dialoguer. Toutes démarches pouvant nous emmener sur cette voie passeront exclusivement par le départ immédiat du Président Jovenel Moïse ».

Même position pour les Partis politiques modérés comme la Fusion pour qui, selon Edmonde Supplice Beauzile : « Jovenel Moïse doit partir ». Le Core Group avait prévu d'initier d'autres rencontres avec d'autres acteurs sociaux politiques si d'ici là la situation reste aussi explosive que durant ces trois semaines qui ont mis en berne toutes les institutions de la République et même la police nationale qui montrait sa lassitude. Dans la foulée, peut-être pour montrer à la Communauté internationale qu'il a encore la main sur les institutions, le chef de l'Etat a procédé à une série de révocations et de nominations de fonctionnaires. Ainsi, il a limogé le Directeur général du Ministère de l'Intérieur et des Collectivités Territoriales, Fednel Monchéry aussi bien que Pierre Richard Duplan, Délégué du département de l'Ouest. Les noms de ces deux hauts fonctionnaires sont cités dans le Rapport de la police judiciaire comme étant les cerveaux du massacre de La Saline. Il a aussi limogé Eudes Lajoie, un allié de longue date, qui occupait le poste de Directeur de l'ONM (Office National de Migration).

Après ces mouvements dans les Directions et institutions, le gouvernement démissionnaire a lui aussi été touché par un remaniement drastique. Ainsi, le gouvernement du Premier ministre démissionnaire ne compte que six ministres qui occupent en réalité l'essentiel des Ministères : Enold Joseph s'occupe du Commerce et de l'Industrie tout en gardant celui de la Défense, Jean Roody Aly lui récupère la Planification et Coopération Externe ; tandis que Edmond Bocchit prend le Tourisme en gardant les Affaires Etrangères ; quant à Joseph Joute, il est à la fois ministre des Finances, de l'Economie et de l'Environnement, alors que son collègue Pierre Josué Agénor garde l'Education tout en s'occupant de l'Intérieur et des Collectivités Territoriales ; enfin Evelyne Sainvil est aux Haïtiens Vivant à l'Etranger et à la Condition Féminine et aux Droits des Femmes. Une sorte de sauve-qui-peut s'apparentant à un pouvoir en agonie juste pour remanier un gouvernement déjà doublement démissionnaire.

Ce remaniement nous rappelle les derniers jours de la dictature de Jean-Claude Duvalier qui, désespéré, avait confié pratiquement tout le pouvoir à une poignée d'hommes de confiance pour la plupart des Tontons macoutes. Une manœuvre qui ne l'avait pas empêché de prendre la fuite dans la nuit du 7 février 1986, vers la France. Entre-temps, après le succès de la manifestation du 30 septembre, l'opposition, dans une conférence de presse le mardi 1er octobre 2019, avait annoncé avoir constitué une Commission de Facilitation de Transition pour la Passation du Pouvoir (CFPP) à l'annonce du départ du Président Jovenel Moïse qui, selon eux, ne saurait tarder. Une Commission qui allait être installée dès le lendemain 2 octobre 2019 dont le mandat durera le temps que s'installe l'Autorité Nationale de Transition (ANT), une instance gouvernementale issue des différentes branches de l'opposition plurielle et composée de personnalités connues et reconnues de la population et qui ne devraient prendre part à aucun scrutin.

C.C

Suite de la page (3)

veuille ou non, il doit partir, qu'on le veuille ou non, Jovenel Moïse doit partir).

Cette marche religieuse de dizaines de milliers de personnes a pris fin par une messe célébrée par Mgr Max Mésidor à la Cathédrale intérimaire de Port-au-Prince.

Après chaque manif, des militants rappellent « Nou fenk koumanse batay, randevou demen maten (nous allons poursuivre la lutte, rendez-vous demain matin) pour continuer la lutte pour le changement. Jovenel et le Core Group sont-ils sourds ? Faudra-t-il une autre vilbrunguillaumance pour forcer la main à Jovenel, ou lui faire prendre les jambes à son cou ?

Les manifestations vont continuer à jaillir sur le pays comme une pluie et n'épargneront aucune ville de l'Est à l'Ouest, du Nord au Sud, toutes les masses sont mobilisées pour forcer la main au Core Group et à sa marionnette, avec l'espoir que demain sera mieux.

Nous souhaitons que cette pluie de manifestations continue de tomber, même au-delà des mythiques « quarante jours et quarante nuits », jusqu'à former ce déluge politique et populaire qui emporte non seulement Jovenel Moise et ses acolytes pervers mais tout le système capitaliste corrompu qui les porte en son sein.

Erasing the Dead



Trinidad Paul at her home in Village Philadelphie, an informal settlement north of Port-au-Prince, on Nov. 11, 2018

by Isabel Macdonald

Seeking to Deport Haitians, the Trump Administration Is Counting Deaths in Displacement Camps as "Progress"

The first of two parts



Fritz Belance looks through images and documents related to the death of his mother, Gèze Belance, including documentation of her funeral, her death certificate, and a receipt for the funeral services



The Jerusalem section of Canaan, a neighborhood that formed after the 2010 earthquake

Since Haiti was struck by a devastating earthquake in 2010, an estimated 59,000 Haitians have been granted Temporary Protected Status, which allows the nationals of countries designated unsafe due to "extraordinary and temporary" conditions to live and work legally in the United States. But in November 2017, the Trump administration abruptly terminated TPS for Haitians, setting off multiple battles in court. If the government prevails, current Haitian TPS recipients — many of whom have children who are U.S. citizens — could be deported to a country that is now in the midst of an escalating crisis.

A federal judge, in temporarily blocking the policy in April, found evidence that the decision was made in "bad faith" by Trump's Department of Homeland Security (DHS), which went "fishing for reasons" to end Haitians' eligibility for TPS and ignored relevant facts about the persistence of hazardous conditions in the country. Haiti remains vulnerable to deadly diseases like cholera, Hurricane Matthew only exacerbated the post-earthquake housing crisis, and a political standoff has caused widespread food and fuel shortages, forcing hospitals to cut services or close entirely. In his ruling, U.S. District Judge William Kuntz also said there was evidence to suggest that "a discriminatory purpose of removing non-white immigrants from the United States was a motivating factor behind the decision." The Trump administration is now appealing Kuntz's injunction and defending the termination of Haiti's TPS designation in four separate lawsuits.

In justifying its move to strip Haitians of their protected status, the administration has seized on statistics produced by the International Organization for Migration (IOM), an intergovernmental agency that counted 96 % fewer people living in camps for internally displaced people in Haiti in 2016 than in the immediate aftermath of the earthquake.

But according to a months long investigation by *The Intercept* and *Type Investigations*, those statistics profoundly distort the experiences of Haitians in the wake of the earthquake, erasing evidence of persistent suffering, dysfunction, and even death to present a narrative of "progress" that justifies the return of tens of thousands to dangerous conditions.

"Ninety-six percent of people displaced by the earthquake … have left those camps," James McCament, as acting director of U.S. Citizenship and Immigration Services (USCIS), wrote in an April 2017 memo, concluding, "Haiti has made significant progress in recovering from the 2010 earthquake, and no longer continues to meet the conditions for designation." While DHS had consistently extended Haiti's TPS designation by the maximum 18 months each time it came up for renewal, McCament advised DHS to issue only a six-month extension. The department's then-secretary, John Kelly, complied, also citing the 96 % reduction in the population of IDP camps as evidence of "progress." When Kelly's successor, acting DHS Secretary Elaine Duke, terminated Haiti's TPS designation altogether that November, she likewise cited this decrease to support her claim that the hazardous conditions that led to Haiti's designation no longer existed.

When one of the lawsuits challenging this termination went to trial in January, IOM's statistics were the first item of evidence that the lead attorney representing Trump, Duke, and the U.S. government presented to support his argument that the decision to terminate TPS for Haitians was lawful and justified. During the trial, another government attorney referred to the "decline of the numbers of people living in camps" as "a sign of progress."

Interviews for this article with dozens of Haitians who lived in IDP camps after losing their homes in the 2010 earthquake call these claims into question. We found that the vast majority of these earthquake-displaced Haitians still do not have safe or adequate shelter and are now living in informal settlements where they lack access to basic services. Many of them, far from voluntarily leaving the camps, were violently evicted. After examining the conditions in just four of the 1,555 camps where displaced Haitians lived, we found evidence that at least 32 individuals had died in these camps. Yet IOM does not keep track of such deaths, the organization confirmed. The evicted, the dangerously housed, and many of the dead, we found, are counted in that 96 % decrease in camp population as evidence of "progress."

IOM is now using the flawed system it developed in Haiti to track people displaced by conflict and disaster in a host of other countries around the world.

Unrecorded Deaths

Adeline Geffrard, her 1-year-old son, her parents, her two sisters, and her brother were among the more than 1.5 million Haitians IOM initially counted in Haiti's IDP camps. After the January 2010 earthquake destroyed the Geffrards' home in the Haitian capital of Port-au-Prince, the seven members of Adeline's family took refuge in Parc Jean Marie Vincent, a sports park that transformed into Haiti's largest displacement camp. The Geffrards fashioned a makeshift tent out of a tarp they were given by an aid group. Through constant exposure to the burning Caribbean sun, however, the plastic sheet soon began to wear through and rip, leaving the family with little protection from the downpours of Haiti's rainy season that spring or the cyclones that hit the camp during hurricane season that fall.



A camp for displaced Haitians in Port-au-Prince on Jan. 22, 2010

The camp where Adeline's family lived was one of many that formed in the immediate aftermath of the earthquake, as survivors fleeing the debris of their collapsing homes and neighborhoods took refuge on any available piece of land in Port-au-Prince. According to a 2010 study of conditions in about 100 IDP camps in Haiti by researchers from the City University of New York and the Université d'État d'Haïti, only 10 % of families living in these camps had so much as a proper tent for shelter; 90 % were sleeping under tarps or even bedsheets. Meanwhile, 40 % of camps did not have access to water, while 30 % did not have toilets of any kind. These conditions made camp residents particularly vulnerable when cholera broke out in Haiti in October 2010, after sewage from a base housing infected United Nations peacekeepers made its way into an important Haitian water source.

In the first few months after the earthquake, NGOs occasionally distributed food staples such as rice to residents of the camp in Parc Jean Marie Vincent. "They would pass by and give us a bit of food," Adeline recalled. However, on more than one occasion, she returned to her family's tent empty-handed after waiting in line because there wasn't enough food to go around. "We stood under the sun but didn't get anything," she explained.



The Tabarre Issa community in Port-au-Prince on Nov. 12, 2018

A 2010 study by Partners in Health showed that prior to the cholera outbreak, medical services and water distribution in Parc Jean Marie Vincent met the minimum standards identified in the Humanitarian Charter and Minimum Standards in Disaster Response, an influential set of guidelines developed by humanitarian NGOs. However, the study also showed that "food, shelter, sanitation, and security were below minimum accepted standard and of major concern." While the guidelines specify that that there should be at least one toilet for every 50 people, there were only 115 latrines in the camp, whose population was estimated to be about 48,000 in the months after the earthquake. This amounted to about one latrine for every 400 residents — just one-eighth of the minimum needed to ensure basic sanitation. Adeline still has a clear memory of these latrines, which became so filthy that many residents considered them unsafe. "They were all clogged," she recalled, scrunching up her nose in disgust. "[It was] terrible."

When Adeline finally left the camp, in early 2014, only five of the seven members of her family were still alive. "I lost my big sister," she said softly, in Kreyòl, "and then I lost my father." In December 2013, Adeline's sister Ninese suddenly developed terrible diarrhea and began vomiting. The family brought her to a hospital, where a doctor confirmed that she had cholera. After a week, Ninese appeared to have gotten better and was released. However, her symptoms returned. Ninese died in Parc Jean Marie Vincent just as her family was making arrangements for someone to drive her back to the hospital. She was 28.

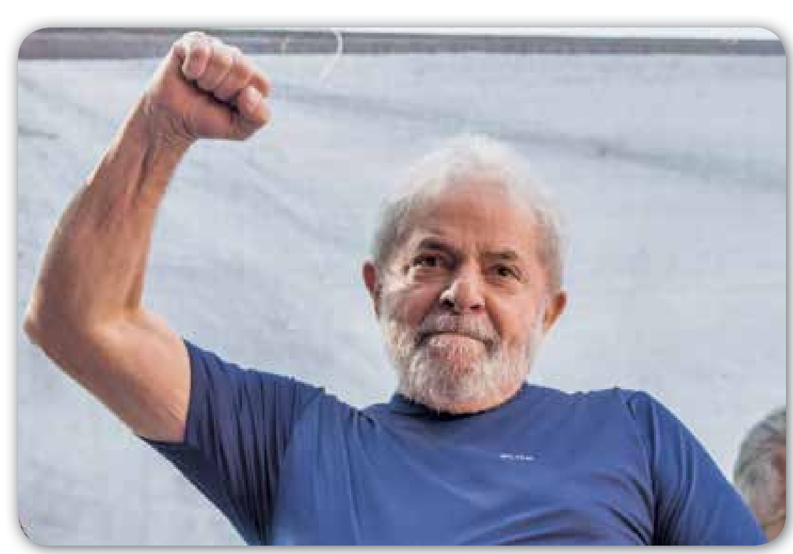
A month later, Adeline's father, Therus, went to the hospital after displaying symptoms of cholera and received treatment. "He was starting to feel a bit better," Adeline recalled, so like her sister, he returned to the camp. A few days later, his symptoms, too, were back with a vengeance. According to Adeline, "He died right away."

Dr. Louise Ivers, former senior health and policy adviser at Partners in Health, which ran a cholera treatment center in Parc Jean Marie Vincent, confirmed by email that "we did have deaths." She declined to specify exactly how many cholera deaths occurred in the camp, which has since been closed through a formal relocation program administered by IOM. Ivers explained that this was "ministry of health data" and thus she would "not be able to share directly."

Yet Dr. Patrick Dely, director of epidemiology at the Haitian Ministry of Public Health and Population, which tracks cholera deaths, said that his department does not actually know how many residents of camps like Parc Jean Marie Vincent died of cholera. The department records both cholera deaths that occur in institutional settings, such as hospitals and cholera treatment centers, and those that occur in community settings. But when asked about

suite à la page(16)

CENT MINUTES


L'ancien président du Brésil, Luiz Inacio Lula da Silva, emprisonné au Brésil dans la ville de Curitiba

Par Ignacio Ramonet

L'ancien président du Brésil, Luiz Inacio Lula da Silva, emprisonné dans la ville de Curitiba, dans le sud du pays, n'est autorisé à recevoir des visites que deux personnes par semaine. Une heure. Jeudi après-midi, de quatre à cinq. Vous devez attendre votre tour. Et la liste de ceux qui souhaitent le voir est longue... Mais aujourd'hui, le 12 septembre, ce jour appartient à Adolfo Pérez Esquivel, Prix Nobel de la paix, et à moi.

Lula est en prison et purge une peine de 12 ans et 1 mois de prison pour « corruption passive et blanchiment d'argent », mais il n'a pas été définitivement condamné (il peut toujours faire appel) et surtout, ses accusateurs n'ont pas réussi à prouver sa culpabilité. Tout a été une farce. Comme le confirment les révélations dévastatrices de « The Intercept », un magazine de recherche en ligne dirigé par Glenn Greenwald. Lula a été victime de l'arbitraire le plus absolu. Complot juridique complètement manipulé visant à ruiner sa popularité et à l'éliminer de la vie politique. Le



Ignacio Ramonet et Adolfo Pérez Esquivel devant la prison fédérale de Curitiba, 12 septembre 2019

tuer médiatiquement Empêcher qu'il se présente et remporte les élections présidentielles de 2018. Une sorte de « coup préventif »...

En plus d'être jugé de manière absolument arbitraire et indécente, Lula a été définitivement lynché par les grands groupes de médias dominants – en particulier O Globo –, au service des intérêts des plus grands hommes d'affaires, avec une haine féroce et sans pitié contre le meilleur président de la République de l'histoire du Brésil, qui a sorti 40 millions de Brésiliens de la pauvreté et créé le programme « Faim zéro »... Ils ne le lui pardonnent pas... Lorsque son frère aîné, Genival « Vavá », le plus cher, est décédé, ils les ont laissés seulement assister aux funérailles, bien qu'il s'agisse d'un droit garanti par la loi. Et quand son petit-fils Arthur, le plus proche, âgé de 7 ans, est mort de méningite, ils ne lui ont permis de rester à ses côtés qu'une heure et demie (!)... Humiliations, vexations, misères, vengeances...

Avant de nous diriger vers la prison, située à environ sept kilomètres du centre de Curitiba, nous avons rencontré un groupe de personnes proches de l'ancien président qui nous ont expliqué le contexte.

Roberto Baggio, dirigeant local du Mouvement des paysans sans terre (MST), nous explique comment s'est organisée la mobilisation permanente qu'ils ont baptisée « Vigil ». Des centaines de personnes du grand mouvement « Lula livre ! » campent en permanence devant le bâtiment de la prison, organisant des réunions, des débats, des conférences, des concerts... Et trois fois par jour – à 9 h, 14 h 30 et 19 h – ils émettent un son puissant : « Bom day ! » « Boa tard ! », « Boa noite, Monsieur le Président ! » « Pour que Lula nous entende, pour l'encourager », nous dit Roberto Baggio, et « pour lui transmette la voix du peuple... Au début, nous pensions que cela durerait cinq ou six jours et que la Cour suprême libérerait Lula... Mais maintenant nous sommes organisés pour une protestation populaire prolongée... »

Carlos Luiz Rocha est l'un des avocats de Lula. Vous le verrez presque tous les jours. Il nous dit que l'équipe juridique de l'ancien président remet en question l'impartialité du juge Sergio Moro, désormais récompensé par Bolsonaro au ministère de la Justice, et l'impartialité des avocats... « L'Intercept l'a prouvé », a-t-il déclaré : « Le procureur général Deltan Dallagnol l'a confirmé lui-même... Il m'a dit que dans le cas de Lula, la question juridique est un pur prétexte... le problème est politique. »

Rocha est relativement optimiste car, selon lui, à partir du 20 septembre, Lula aura déjà purgé une partie de la peine pour pouvoir sortir en « assignation à résidence »... « Il y a un autre élément important », nous dit-il, « alors que la popularité Bolsonaro est en forte baisse, les sondages montrent que celle de Lula est en train de remonter... Actuellement, plus de 53 % des citoyens pensent que Lula est innocent. La pression sociale devient de plus en plus forte en notre faveur... »

Notre amie Mônica Valente, secrétaire des relations internationales au sein du Parti des travailleurs (PT) et secrétaire générale du Forum de Sao Paulo nous a rejoint.

Ensemble, avec ces amis, nous nous dirigeons vers le lieu d'emprisonnement de Lula. Le rendez-vous avec l'ancien président est à 16 heures. Mais d'abord, nous allons saluer les groupes de la veillée et nous devons anticiper les formalités d'entrée dans le bâtiment de la prison. Ce n'est pas une prison ordinaire, mais le siège administratif de la police fédérale, dont les locaux ont été improvisés en cellule.

Nous irons voir Lula, Adolfo Pérez Esquivel et moi, accompagnés de l'avocat Carlos L. Rocha et de Mônica Valente. Bien que le personnel de la prison soit sympathique, il reste très strict. Les téléphones sont supprimés. La recherche est électronique et approfondie. Il est seulement permis de porter les livres et les lettres du détenu, et quand même... car Adolfo lui apporte 15 000 lettres de fans sur une clé USB et ils la confisquent pour la vérifier très attentivement... puis ils la rendront.

Lula est au quatrième étage. Nous n'allons pas le voir dans une salle spéciale réservée aux visiteurs, mais dans sa propre cellule où il est enfermé. Nous montons par un ascenseur jusqu'au troisième étage et atteignons le dernier à pied. Au bout d'un passage, à gauche, se trouve la porte. Il y a un garde armé assis devant nous. Cela ne ressemble pas à une prison – à l'exception des gardiens – il semble plutôt un espace de bureau administratif et anonyme. Nous avons été accompagnés par le geôlier en chef, Jorge Chastalo (c'est écrit sur sa chemise), grand, fort, blond, aux yeux bleu-vert, aux avant-bras tatoués. Un homme gentil et constructif qui entretient bien sûr une relation cordiale avec son prisonnier.

La cellule de la pièce est rectangulaire, on entre par un des petits côtés et nous la voyons dans toute sa profondeur. Comme les téléphones ont été confisqués, je ne peux pas prendre de photos et je note mentalement tout ce que j'observe. La cellule mesure environ six ou sept mètres de long et environ trois mètres et demi de large, soit environ 22 mètres carrés. Juste à droite, en entrant, se trouve la salle de bain avec douche et toilettes ; c'est une pièce séparée. À l'arrière-plan, à l'avant, il y a deux grandes fenêtres carrées avec des barres de métal horizontales peintes en blanc. Les auvents d'extérieur gris-argent laissent entrer la lumière naturelle, mais empêchent


Ignacio Ramonet et Lula

de voir l'extérieur. Dans le coin gauche se trouve le lit simple recouvert d'un couvre-lit noir et sur le sol un petit tapis. Sur le lit, coincé dans le mur, Il y a cinq superbes photographies couleur du petit Arthur, qui vient de mourir, et des autres petits-enfants de Lula avec leurs parents. Sur le côté, à droite, et sous l'une des fenêtres, se trouve une table de chevet en bois clair de style années 1950, avec deux tiroirs superposés, en rouge au-dessus. Au pied du lit, un meuble en bois supporte également un petit téléviseur noir à écran plat de 32 pouces. Sur le côté, également contre le mur de gauche, se trouvent une petite table basse et une cafetière. Attaché à celui-ci, un autre meuble haut et carré supporte une fontaine à eau, une bouteille verte émeraude comme celles des bureaux. La marque est « Prata da Serra ».

Dans l'autre coin en bas, à droite, se trouve le coin de la salle de sport, avec un banc recouvert de faux cuir noir pour les exercices, de caoutchouc élastique pour la musculation et un grand tapis de course. Ensuite, entre le lit et le tapis de course, un petit radiateur électrique sur roues, noir. Au sommet du mur arrière, au-dessus des fenêtres, se trouve un climatiseur blanc.

Au centre de la pièce, une table carrée de 1,20 mètre de côté, recouverte d'un caoutchouc bleu et blanc bleu, et quatre chaises confortables, avec accoudoirs, en noir. Une cinquième chaise ou fauteuil est disponible contre le mur droit. Enfin, la cloison qui sépare la pièce de la salle de bain est attachée à un grand placard à trois corps, en chêne clair et blanc, avec une petite étagère à droite qui sert de bibliothèque.

L'ensemble est modeste et austère, même spartiate, pour un homme qui a été pendant huit ans président de l'une des dix plus grands puissances du monde... Mais très soigné, très propre, très organisé...

Avec sa chaleur habituelle, ses câlins chaleureux et ses paroles d'amitié et d'affection, Lula nous accueille avec sa voix caractéristique, enrouée et puissante. Il porte un maillot Adidas Corinthians, son équipe de football préférée de São Paulo, un pantalon de jogging gris clair de Nike et des tongs blanches Havaian. Il a l'air en très bonne santé, robuste, fort : « Je marche neuf kilomètres par jour » nous dit-il. Et dans un excellent état psychologique : « Nous attendrons des temps meilleurs pour être pessimistes – affirme-t-il – je n'ai jamais été dépressif depuis ma naissance ; et je ne le serai pas maintenant. »

Nous nous sommes assis autour de la table, il a fait face à la porte, dos aux fenêtres, Adolfo à sa droite, Mônica à l'avant, l'avocat Rocha un peu à l'écart entre Adolfo et Mônica et moi à sa gauche. Sur la table, il y a quatre tasses remplies de crayons de couleur et de stylos.

Je vous donne les deux livres que je vous ai apportés, les éditions brésiliennes de Cent heures avec Fidel et Hugo Chavez, ma première vie. Il blague sur sa propre biographie qu'il écrit, notre ami Fernando Morais, pendant des années : « Je ne sais pas quand il l'achèvera... Tout a commencé quand j'ai quitté la présidence, en janvier 2011. Quelques jours plus tard, je suis allé à une réunion avec les cartoneros de Sao Paulo... C'était sous un pont, et là une fille m'a demandé si je savais ce que j'avais fait en faveur des cartoneros... J'ai été surpris et j'ai dit que nos programmes sociaux, en éducation, en santé, en logement, etc. Et elle m'a dit : « Non, ce que tu nous as donné était : dignité... » Une fille... ! J'étais impressionné... et j'ai commenté avec Fernando... J'ai dit : « Regardez, Il serait bon de faire un livre avec ce que les gens pensent de ce que nous avons fait au gouvernement, ce que pensent les fonctionnaires, les commerçants, les hommes d'affaires, les ouvriers, les paysans, les enseignants... Demandez-leur de répondre aux questions... Faites un livre pas avec ce que je peux dire de ma présidence, mais avec ce que les gens disent eux-mêmes... » C'était le projet... (rires) mais Fernando s'est lancé dans un travail titanesque parce qu'il veut être exhaustif... Il n'a écrit que pour la période 1980-2002, c'est-à-dire avant d'arriver à la présidence... et c'est déjà un volume colossal... car pendant cette période de 22 ans, il s'est passé tellement de choses... Nous avons fondé la CUT (Centrale unique des travailleurs), le PT, le MST, nous avons lancé les campagnes « Direitas ja ! ». Et en faveur de la Constituante, nous transformons le pays... Le PT est devenu le premier parti au Brésil... Et je dois préciser que même aujourd'hui, dans ce pays, il n'y a qu'un seul parti véritablement organisé, le nôtre, le PT ».

Nous lui demandons son humeur. « La journée d'aujourd'hui est accomplie, nous dit-il, 522 jours après mon entrée dans cette prison, le samedi 7 avril 2017... Et hier était exactement l'anniversaire du jour où j'ai dû prendre la décision la plus difficile, écrire la lettre dans laquelle j'ai renoncé à être candidat à l'élection présidentielle de 2018... J'étais dans cette cellule, seul... à douter... parce que je réalisais que je cédais à ce que mes adversaires voulaient... m'empêcher d'être candidat... Ce fut une période difficile... des plus difficiles... et je

S AVEC LULA !




Ignacio Ramonet et Adolfo Pérez Esquivel avec les partisans de Lula



Le siège de la Police Fédérale á Curitiba oú se trouve la cellule de Lula

me sentais complètement seul ici... Je pensais : c'est comme accoucher avec beaucoup de douleur et sans que personne ne vous tienne la main... »

« L'anniversaire de ma rencontre avec Fidel et Raoul, ce n'était pas prévu... On m'a alors presque donné l'ordre : « Tu dois parler... » Mais la CUT ne voulait pas que je prenne la parole... je ne savais pas quoi faire... Aux environs de sept heures de l'après-midi, Fidel m'annonce que j'ai la parole... j'ai été obligé de la prendre, je me suis levé, je suis allé à la tribune... et j'ai commencé à parler... sans traduction... J'ai fait un long discours et j'ai fini par dire : « Fidel, je veux dire aux amis réunis ici que les États-Unis tentent par tous les moyens de nous convaincre qu'ils sont invincibles... Mais Cuba les a déjà vaincus, le Vietnam les a déjà vaincus, le Nicaragua les a déjà vaincus, et El Salvador les battra aussi... Il ne faut pas avoir peur d'eux ! » Il y a eu de forts applaudissements. Eh bien, la journée se termine, et je vais à la maison où je résidais à Laguito... Et quand j'arrive... qui m'attendait dans le salon de la maison ? Fidel et Raúl ! Les deux attendaient là devant moi... Fidel a commencé à me demander où j'avais appris à parler comme ça... Je leur ai raconté ma vie... Et c'est comme ça que nous sommes devenus amis pour toujours... »

« Je dois dire, ajoute Lula, que Fidel a toujours été très respectueux, il ne m'a jamais donné de conseils qui n'étaient pas réalistes... Il ne m'a jamais demandé de faire des choses folles, il était... prudent... modéré... sage... un génie... »

Lula demande ensuite à Pérez Esquivel, président du Comité international en faveur de l'attribution du prix Nobel de la paix à l'ancien président brésilien, l'état d'avancement du projet. Adolfo donne des détails sur le grand mouvement mondial soutenant cette candidature et indique que le Prix est annoncé, en général, début octobre, c'est-à-dire dans moins d'un mois... Et que, selon ses sources, cette année sera pour un Latino-américain. Il a l'air optimiste.

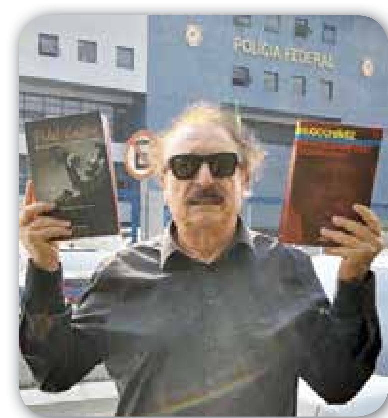
Lula insiste sur le fait que le soutien du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, dirigé par Michelle Bachelet, est décisif. Il dit que c'est la « bataille la plus importante ». Bien qu'il ne le voie pas facilement. Il nous raconte une histoire : « Il y a quelques années, lorsque j'ai quitté la présidence, j'avais déjà été nominé pour le prix Nobel de la paix. Un jour, j'ai rencontré la reine épouse de Suède, Silvia, épouse du roi Carlos XVI Gustavo. Elle est la fille d'une Brésilienne, Alice Soares de Toledo, nous parlons donc en toute confiance. Et elle m'a dit : « Aussi longtemps que tu resteras un ami de Chavez, je ne pense pas que tu peux faire beaucoup de progrès... Éloigne-toi de Chavez et tu auras le prix Nobel de la paix ... » C'était comme ça... »



Ignacio Ramonet et Pérez Esquivel, rendant hommage à Fidel et Chávez devant une fresque à Curitiba (Brésil)

Je lui demande comment il juge ces huit premiers mois du règne de Jair Bolsonaro. « Bolsonaro vend le pays, répond-il. Et je suis convaincu que tout ce qui se passe est piloté par Petrobras... En raison du super-réservoir de pétrole offshore pré-Sal, le plus grand au monde, avec des réserves fabuleuses, de très haute qualité... découvert en 2006 dans nos eaux territoriales... bien qu'elle soit à plus de six mille mètres de profondeur, leur richesse est telle qu'elle justifie tout... Je peux même affirmer que la renaissance de la quatrième flotte, par Washington, celle qui patrouille le long des côtes atlantiques de l'Amérique du Sud, a été décidée lors de la découverte du gisement Pre-Salt... C'est pourquoi nous avons créé le Conseil de sécurité Unasur avec l'Argentine, le Venezuela, l'Uruguay, l'Équateur, la Bolivie, etc. . C'est un élément déterminant.

Le Brésil, a poursuivi Lula, a toujours été un pays dominé par des élites volontairement soumises aux États-Unis... Ce n'est que lorsque nous sommes arrivés au pouvoir, en 2003, que le Brésil a commencé à être un acteur libre... Nous sommes entrés dans le G-20, nous avons fondé les BRICS (avec Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud), nous avons organisé – pour la première fois dans un pays émergent – les Jeux Olympiques, la Coupe du Monde de Football... Il n'y a jamais eu autant d'intégration régionale en Amérique latine... Par exemple, nos échanges au départ dans le Mercosur s'élevaient à 15 milliards de dollars. À la fin de mes deux mandats, ils s'élevaient à 50 milliards de dollars. Ils ne veulent pas que nous soyons des acteurs souverains, que nous ayons une souveraineté économique, financière, politique, industrielle et encore moins militaire... Ils ne veulent pas, par exemple, que le Brésil


Ignacio Ramonet avec les livres offerts à Lula

signe des accords avec la France sur les sous-marins nucléaires... Nous avions progressé dans ce sens, avec le président François Hollande, mais avec Bolsonaro, cela s'est effondré... Jusqu'à cette déclaration misérable, si horriblement anti-féministe, contre Brigitte l'épouse du président de la France Emmanuel Macron, il faut placer ça dans ce contexte... »

Le temps imparti se termine, nous parlons de beaucoup de ses amis qui exercent encore de très hautes responsabilités politiques dans divers pays ou dans des organisations internationales. Il nous prie de leur transmettre à tous ses souvenirs les plus affectueux et il apprécie notre solidarité.

Il insiste sur le point suivant : « Dis que je vais bien, comme tu peux le voir. Je sais pourquoi je suis en prison. Je sais très bien. Je n'ignore pas le nombre de jugements contre moi. Je ne pense pas qu'ils me libèrent. Si la Cour suprême déclare mon innocence, d'autres procès sont en cours contre moi pour que je ne parte jamais d'ici. Ils ne veulent pas de moi libre de ne prendre aucun risque... Cela ne me fait pas peur... Je suis prêt à être patient... Et pour ma part, j'ai de la chance... il y a cent ans, ils m'auraient pendu, ou fusillé, ou démembré... pour me faire payer n'importe quel moment de rébellion... je suis conscient de mon rôle... je n'abdiquerai pas... je connais ma responsabilité envers le peuple brésilien... je suis emprisonné, mais je ne le suis pas. Je ne me plains pas, je me sens plus libre que des millions de Brésiliens qui ne mangent pas, ne travaillent pas, n'ont pas de logement...

Je préfère être ici un innocent, coupable... À tous ceux qui croient en mon innocence, je dis : Ne me défendez pas seulement avec une foi aveugle... Lisez les révélations de « Intercept ». Il y a tout, argumenté, testé, prouvé. Défendez-moi avec des arguments... Développez un récit, une histoire... Qui ne fait pas de récit, dans le monde d'aujourd'hui, perd la guerre.

Je suis convaincu que les juges et les avocats qui ont organisé la manipulation pour m'emprisonner ne dorment pas avec la tranquillité d'esprit que j'ai. Ce sont eux qui n'ont pas la conscience tranquille. Je suis innocent. Mais je ne reste pas les bras croisés. Ce qui a de l'importance, c'est le combat ».

Traduction Danielle Bleitrach
Source : CubaDebate
Mémoire des luttes
17 septembre 2019

Équateur : victoire historique des mouvements indiens et populaires !



Soulèvement du mois d'octobre à Quito

Par Miriam Lang*

Dans une victoire sans précédent, le mouvement indien de l'Équateur a contraint le gouvernement de Lenín Moreno à retirer un décret d'ajustement structurel imposé par le Fonds monétaire international (FMI) comme condition préalable à un crédit. Le programme d'ajustement avait principalement consisté en la libéralisation des prix du carburant et du diesel, jusqu'alors subventionnés, ainsi que le retrait de plusieurs droits sociaux des travailleurs. Le gouvernement a capitulé après douze jours de soulèvement populaire dans tout le pays, avec des émeutes conséquentes, notamment dans la capitale, Quito.

La situation s'est encore compliquée lorsque les partisans de l'ancien président Rafael Correa qui avaient l'intention de tirer profit des manifestations [s'y sont mêlés]. L'équilibre politique du pouvoir en Équateur a changé : et donne surtout au mouvement autochtone une position beaucoup plus forte, en tant que leader le plus visible des manifestations auxquelles ont participé des syndicats, des femmes, des étudiants et des classes moyennes. Aujourd'hui, le pays est confronté au défi de se recomposer après de lourdes violations des droits humains et une recrudescence du racisme et du classisme dans les réseaux sociaux. Il doit également mettre en place une politique économique profondément différente qui prenne en compte la plurinationalité.

Quito, le 15 octobre 2019.

Entre le 3 et le 12 octobre, et ce, 527 ans après l'invasion espagnole en Amérique, des barricades ont brûlé dans toutes les régions de l'Équateur. Les principales artères ont été bloquées, des dizaines de milliers de personnes ont défilé dans les rues et ont occupé temporairement le bâtiment du Parlement ainsi que plusieurs préfectures.

Le bâtiment du contrôleur de l'État a été incendié. Pendant plusieurs jours, trois des plus importants gisements de pétrole d'Amazonie ont été paralysés, frappant l'État à son point le plus vulnérable. Alors que les chauffeurs de taxi et les travailleurs du secteur des transports avaient à peine commencé les manifestations, ont vite renoncé, le mouvement indien a commencé à mener le mouvement de protestation avec les syndicats. Ils ont reçu un soutien important de la part des étudiants, d'organisations de femmes, de citadins pauvres et des classes moyennes. La capitale Quito et les paysans des provinces environnantes ont rétabli une tradition de solidarité qui avait déjà soutenu les manifestations indiennes dans les années 90 : avec des dons de nourriture, de couvertures, de vêtements chauds et de médicaments. Les familles préparaient les repas chez eux et les amenaient aux endroits où les manifestants avaient campé. Les tôliers ont même fabriqué des boucliers pour les manifestants, confrontés à de lourdes attaques de la part de la police et de l'armée.



Des barricades ont été incendiées dans toutes les régions du pays et dans la capitale (photo : Miriam Lang)

Le gouvernement a rapidement déclaré le pays en état d'urgence, ce qui a amené des milliers de militaires et du matériel lourd dans les rues. En réponse, et s'appuyant sur le principe constitutionnel de la plurinationalité, la confédération autochtone CONAIE a également déclaré l'état d'urgence sur ses territoires. La confédération a annoncé que les policiers et les soldats qui seraient entrés dans ses territoires sans autorisation seraient arrêtés. Cela s'est produit rapidement à plusieurs reprises, par exemple dans la province de Chimborazo dans les Andes, où près de 50 personnes en uniforme ont été retenues pendant plusieurs jours.

Les plus grandes manifestations pouvant rassembler jusqu'à 40 000 personnes ont eu lieu dans la capitale, Quito. Des dizaines de milliers d'Indiens et de paysans de toutes les régions du pays sont venus en camion et se sont installés dans le centre du Parque el Arbolito et dans les universités environnantes. le mouvement indien a appelé à une protestation massive mais pacifique ; les marches ont été accompagnées d'émeutes violentes, principalement constituées d'étudiants, de jeunes citadins et de partisans de l'ancien président Rafael Correa, par rapport auxquels les dirigeants indiens ont clairement pris leurs distances.

Le gouvernement a déployé une répression sans précédent en Équateur, notamment des attaques contre des hôpitaux, des universités et des femmes avec enfants. Selon les dernières informations du médiateur équatorien, huit personnes seraient mortes dans les affrontements, plus de 1 300 blessées et près de 1 200 personnes arrêtées, mais les enquêtes sur les violations des droits de l'homme ne font que commencer.



Femmes autochtones dirigeant l'une des marches de Quito (photo : Miriam Lang) Soulèvement d'octobre

Dans la nuit du dimanche 14 octobre, le gouvernement a finalement entamé le dialogue dans les conditions exigées par le mouvement autochtone : diffusion publique afin d'assurer une transparence maximale, acceptation de la présence de médias communautaires et de la sécurité des dirigeants sociaux impliqués. Avec la médiation des Nations unies et de l'Église catholique, le gouvernement a finalement accepté d'annuler le décret 883, qui avait provoqué le soulèvement.

La victoire historique du soulèvement d'octobre marque la reprise du mouvement indien après douze ans de représailles et de répression de l'ancien président Rafael Correa. Mais en parallèle, les réseaux sociaux montrent une explosion de commentaires ouvertement racistes et classistes. Pendant les manifestations, on a vu des classes moyennes supérieures patrouiller avec des armes devant leurs communautés gardées et encerclées par des barrières. Cette polarisation politique constitue un défi de taille dans un pays qui subit encore les effets de la victoire électorale de Jair Bolsonaro au Brésil.

Le contexte économique : redistribution pour les riches

La correspondance des chiffres était frappante : le gouvernement équatorien dirigé par Lenín Moreno demande un prêt de quatre milliards et 200 millions de dollars auprès du FMI. Pour ce faire, le gouvernement doit mettre en œuvre certaines mesures d'ajustement structurel, comme il était de coutume dans les années 90, notamment en éliminant les subventions gouvernementales pour les carburants et en adaptant les prix du diesel et de l'essence sur le marché mondial ; mais surtout, de révoquer les droits des travailleurs afin de rendre le marché du travail plus flexible. Les organisations sociales ont calculé que Lenín Moreno avait exempté les grandes entreprises des paiements d'impôts se chiffrant exactement entre 4 milliards et 295 millions de dollars ces dernières années. On fait donc valoir qu'il s'agit d'une mesure claire de la redistribution par le bas. La grande population doit payer pour enrichir encore plus l'élite. Les banques ont réalisé un bénéfice de 554 millions de dollars rien qu'en 2018, tandis que les salaires des employés du gouvernement sous contrat dit occasionnel devaient être réduits d'un taux uniforme de 20%. Des dizaines de milliers de personnes ont déjà été licenciées de l'appareil d'État dans une économie en stagnation et ne proposant pratiquement aucun emploi.



Émeutes devant le parlement à Quito (photo : Miriam Lang)

Une augmentation des prix de l'essence et surtout du diesel signifie une augmentation immédiate du coût de la vie en général. Les tickets de bus dans les transports en commun avaient déjà augmenté de 10 centimes, et l'augmentation concerne aussi la nourriture et les services. Ceci n'est pas seulement dû aux coûts de transport plus onéreux suite à l'augmentation initiale de 123% pour le carburant, mais aussi parce que les transporteurs et les intermédiaires en profitent pour augmenter leurs marges bénéficiaires. C'était la raison principale des manifestations massives qui ont éclaté en Équateur depuis le 3 octobre et qui ont pratiquement paralysé le pays.

Le programme d'ajustement n'était pas motivé par des préoccupations écologiques

Les mesures prises par le gouvernement ne doivent pas être interprétées comme une politique respectueuse de l'environnement visant à réorienter les automobilistes vers les transports en commun, car des investissements dans des transports en commun propres pour créer une véritable alternative en seraient une condition préalable. L'inégalité aurait plutôt été aggravée dans un pays où l'économie est déjà fortement monopolisée et l'indice d'inégalité GINI est de 0,97 dans les 20 premiers secteurs économiques selon le sociologue Napoleón Saltos – ce qui est extrêmement élevé (L'indice GINI montre l'inégalité sur une échelle de 0 à 1, 0 représentant l'indice d'inégalité le plus bas et 1 le maximum). Pour cette raison, le mouvement écologiste a également rejoint les manifestations. Comme l'a déclaré l'ONG Acción Ecológica, une politique environnementale et climatique cohérente exigerait au départ de supprimer les multiples subventions et exonérations fiscales accordées aux sociétés pétrolières, minières et les compagnies extrayant l'huile de palme. Cependant, ces compagnies étendent de plus en plus leurs activités destructrices dans le pays avec le soutien du gouvernement.

Le rôle de l'ancien président Rafael Correa

En 2007, au cours des premiers mois de son mandat, le gouvernement progressiste de Rafael Correa avait expulsé la Banque mondiale et le FMI de l'Équateur par un acte de souveraineté et avait déclaré illégale une grande partie de la dette extérieure après un audit. Néanmoins, c'est précisément ce même gouvernement qui a déclaré la guerre aux peuples autochtones et aux syndicats, car il considérait l'État comme le seul acteur légitime de la transformation sociale et se sentait menacé par des organisations sociales autonomes. Les manifestations ont été systématiquement criminalisées, le droit pénal renforcé et les blocus de rue qualifiés de terrorisme. Des syndicats jaunes se sont formés, des organisations sociales se sont divisées de manière

suite à la page(18)

Maurice Bishop : un vrai révolutionnaire

Par Frantz Latour

Maurice Bishop naît le 29 mai 1944 à Aruba, alors colonie néerlandaise. Pour améliorer la grave situation financière familiale, il déménage à Aruba pour travailler dans l'industrie du pétrole. En 1950, la famille revient à Grenade où son père ouvre un petit commerce à Saint-Georges. Bishop suit des études dans des écoles méthodistes puis catholiques de Grenade.

Encore jeune, il manifeste un intérêt pour la création de la Fédération des Indes occidentales . Peu de temps avant d'obtenir son diplôme de fin d'études secondaires, il s'impose comme un des *leaders* de la jeunesse grenadienne en fondant la *Grenada Assembly of Youth Fighting for Truth.* Il se fait déjà remarquer et s'impose par ses talents d'orateur charismatique.

En décembre 1963, Maurice Bishop, âgé de 19 ans, arrive à Londres pour étudier le droit à l'université de Londres. Il obtient son *Bachelor of Laws* en 1966. En parallèle à ses études, il s'investit dans le mouvement étudiant. Il s'intéresse aussi à l'histoire de son île et particulièrement à la figure de Julien Fédon , chef de la rébellion qui touche l'île en 1795. Il participe aussi aux travaux de la commission permanente pour les Indes occidentales ainsi qu'à la campagne contre la discrimination raciale. Il se rapproche aussi du socialisme en voyageant à travers l'Europe de l'Est et en découvrant le marxisme.

En 1967-1969, Bishop travaille sur sa thèse *Constitutional development of Grenada* qu'il ne finira pas. En 1969, il obtient un diplôme de droit et commence à travailler pour le fisc britannique. En parallèle, il fonde, avec d'autres, le Bureau d'aide juridique de la communauté antillaise à Notting Hill de Londres, un travail bénévole.



Maurice Bishop flanqué de Fidel Castro à sa gauche et de Daniel Ortega à sa droite, à la Havane le1er mai 1980, Place de la Révolution

En 1970, Maurice Bishop revient à Grenade et défend comme avocat les infirmières en grève de l'hôpital général de St Georges. Il est arrêté et mis en prison avec une trentaine d'activistes. Ils sont cependant acquittés après un procès de plusieurs mois. En 1972, Il participe à l'organisation d'une conférence en Martinique avec plusieurs autres mouvements indépendantistes caribéens pour échanger sur leur stratégie. Après les élections de 1972 à Grenade qui voit une nouvelle victoire d'Eric Gairy, il fonde *le Movement for Assemblies of the People* (Mouvement pour des assemblées du peuple, MAP) en s'inspirant de la philosophie de Julius Nyerere. Ils cherchent à implanter leur mouvement dans l'ensemble des villages de l'île pour favoriser la participation politique.

En janvier 1973, le MAP fusionne avec le *Joint Endeavor for Welfare, Education, and Liberation* (Jewel) pour former le *New Jewel Movement* (NJM). Bishop en prend la tête comme Secrétaire conjointement avec Unison Whiteman. Le nouveau parti, populiste et marxiste, représente la principale opposition au régime autoritaire du Premier ministre Eric Gairy qui dirige l'île depuis l'indépendance. La répression s'abat rapidement sur le nouveau mouvement. Ainsi le 18 novembre 1973, les dirigeants du NJM sont arrêtés arbitrairement par les forces de sécurité, emprisonnés et battus en prison. Cet épisode est connu sous le nom de *Grenada Bloody Sunday*.

Le 21 janvier 1974, une manifestation a lieu à l'appel du NJM contre le gouvernement de Gairy. Elle est violemment réprimée par la police . Après l'échec de cette manifestation, Bishop comprend que le NJM manque de lien avec les syndicats et la population rurale, fidèles à Gairy. Il décide alors de réorienter le mouvement vers une stratégie de prise de pouvoir par les armes.

Le 6 février 1974, veille de la proclamation de l'indépendance de l'île, Bishop est arrêté pour "complot anti-gouvernemental", mais il est libéré sous caution le lendemain de l'indépendance, le 8 février. Le 29 mars 1974, il participe à une réunion du Comité directeur régional du Congrès panafricain en Guyane.

En 1976, Maurice Bishop est élu pour représenter Saint-Georges au parlement et devient le chef de l'opposition au gouvernement d'Eric Gairy et à son Parti travailliste uni de Grenade (GULP). En mai 1977, il fait sa première visite à Cuba, avec Unison Whiteman, en tant que dirigeants du NJM, invités de l'Institut cubain d'amitié avec les peuples (ICAP).

Le 13 mars 1979, le *New Jewel Movement* profite d'un déplacement de Gairy à l'ONU pour le renverser presque sans violence et suspendre la constitution. Désormais Premier ministre du Gouvernement révolutionnaire populaire de la Grenade, Maurice Bishop entame une série de réformes d'orientation socialiste. En politique extérieure, il s'engage dans une politique de rapprochement avec l'URSS et surtout Cuba, salue le renversement d'Anastasio Somoza au Nicaragua, soutient l'indépendance de Porto Rico, la rétrocession du canal de Panama au Panama, le retrait des États-Unis de la base cubaine de Guantánamo, et propose aux États insulaires de la Caraïbe de réaliser une union politique.

Concernant l'Afrique, il soutient les mouvements anti-apartheid en Afrique du Sud et le droit à l'autodétermination du Sahara occidental ; il est aussi proche des présidents Julius Nyerere (Tanzanie), Robert Mugabe (Zimbabwe) et Samora Machel(Mozambique). Maurice Bishop lance un certain nombre de projets structurants, dont la construction d'un nouvel aéroport international sur la pointe sud de l'île. Le financement et la main-d'œuvre pour la construction de l'aéroport viennent de Cuba, bien que l'infrastructure de l'aéroport ait été conçue par des consultants européens et nord-américains.

Rapidement, Bishop se heurte à des difficultés économiques, aggravées par la politique américaine de défiance contre l'île (la privant par exemple d'aide après le passage de l'ouragan *Allen* en 1980). Ronald Reagan accuse Bishop de vouloir utiliser la longue piste d'atterrissage de l'aéroport comme base pour les avions militaires soviétiques. Craignant la propagation du socialisme-communisme, Reagan rejette les propositions de coopération de Bishop et planifie une invasion de la Grenade.

Entre-temps, des dissensions opposent également le charismatique Premier ministre, plus modéré et proche de Cuba, à la faction radicale et prosoviétique de son gouvernement, menée par Bernard Coard, vice-premier ministre et idéologue du régime.

Une Armée populaire révolutionnaire (*People's Revolutionary Army*, PRA) est également formée pendant l'administration de Bishop. Des critiques ont allégué que la PRA s'était livrée à des violations des droits humains, telle la détention de dissidents politiques sans procès, et même des cas de torture. Selon le gouvernement, toutefois, la création d'organisations de masse volontaires de femmes, d'agriculteurs, de jeunes, de travailleurs et de miliciens rendait la tenue d'élections inutiles d'autant que ces élections pouvaient être manipulées par l'apport d'importantes sommes d'argent provenant d'intérêts étrangers.

Le gouvernement de Bishop instaure la gratuité de la santé, de plus, il fait de la lutte contre l'analphabétisme une priorité et le taux d'analphabétisme passe de 35% à 5%. Pour développer l'économie, il veut développer le tourisme, relance alors le projet d'un nouvel aéroport dans le Sud de l'île et fait appel à son allié Fidel Castro pour construire la piste. Du reste, Bishop était étroitement influencé par les

suite à la page(17)

La mémoire au service des luttes : Hassiba Ben Bouali



Hassiba Ben Bouali

Par FUIQP & Alain Saint Victor

Il y a 62 ans, le 8 octobre 1957, la combattante indépendantiste algérienne Hassiba Ben Bouali mourrait au combat au côté de ses frères d'armes Mahmoud Bouhamidi, Ali la Pointe et Omar Saadi (le Petit Omar).

Née en 1938 dans la wilaya de Chlef, elle adhère à 16 ans à l'Union Générale des Étudiants Musulmans Algériens (UGEMA) alors qu'elle poursuit des études d'infirmière. Elle est également dès cette époque bénévole dans des associations d'aide à la population pauvre où elle participe à la distribution de colis alimentaires.

La misère qu'elle côtoie la convainc de s'engager dans le combat indépendantiste. 19 mai 1956, comme 90 % des étudiants, elle répond à l'appel du FLN (Front de Libération Nationale) demandant aux étudiants algériens à rejoindre le combat. Elle renonce alors à la préparation de son bac de philo et rejoint le FLN de la casbah d'Alger.

Elle participe à l'équipe du docteur Chaulet, un militant du FLN qui dirige une clinique clandestine pour soigner les combattants blessés. Elle est également active dans l'organisation de meeting par des femmes sur les terrasses de la Casbah (quartier historique d'Alger) avec d'autres combattantes comme Zohra Drif, Djamila Bouhired et Djamila Boupacha. En parallèle elle poursuit ses études d'infirmières avec le projet de rejoindre le maquis.

En août 1956 des colons font éclater une bombe en pleine Casbah pour « punir » la population de son soutien au FLN. Plus de 70 habitants de la Casbah sont tués par un « Comité des quarante » qui annonce dans un tract que « pour chaque Européen tué, un pâté de maisons de la Casbah sauterait ».

Le FLN décide de riposter par des attentats à la bombe dans des lieux fréquentés par les colons.

Un groupe de résistants du FLN dirigés par Yacef Saâdi organise le « réseau bombe ». Hassiba s'y enrôle.

Elle est en charge du lien entre les laboratoires clandestins qui fabriquent les bombes éparpillés dans différents endroits de la capitale et les militants de la Casbah.

D'autres militantes (notamment Zohra Drif, Djamila Bouhired, Baya Hocine, Daniele Minne et Samia Lakhdari sont alors chargées de déposer les bombes dans les cibles choisis par le FLN.



Ci-dessus : Hassiba Ben Bouali (19 ans) et Ali la Pointe (24 ans) Ci-dessous le Petit Omar (12 ans) et Mahmoud Bouhamidi

L'État colonial recherche activement Hassiba qui est condamnée par contumace à 20 ans de travaux forcés.

Le même jugement condamne à mort les « poseuses de bombes » Djamila Bouhired et Djamila Boupacha.

L'armée coloniale commence alors la « bataille d'Alger » en envoyant 10 000 parachutistes dirigés par Massu. Pratiquant la torture systématique, ils mettent la main sur l'organigramme de la Zone Autonome d'Alger du FLN et démantèlent le FLN en tuant des centaines de combattants. Yacef Saâdi est arrêté le 28 septembre 1957. Ali la Pointe le remplace à la direction du FLN de la zone et Hassiba devient sa secrétaire.

La cache est cependant localisée. Le 7 octobre 1957, encerclés, les occupants refusent de se rendre. A 6 h 15 les paras font exploser le bâtiment. On retrouvera les quatre corps d'Ali la Pointe, du petit Omar (âgé de 12 ans), de Mahmoud Bouhamidi et de Hassiba Ben Bouali entièrement déchiquetés. Quelques jours avant sa mort elle écrivait à ses parents les mots suivants : «Si je meurs, vous ne devez pas me pleurer, je serais morte heureuse, je vous le certifie. »

Repose en paix Hassiba. Ta vie et ton engagement restent un exemple pour tous les peuples qui luttent pour l'émancipation.

Texte : FUIQP
(Modifications et ajouts ASV)

Allo, Bureau du Groupe de Lima ?



Le Groupe de Lima

Par Sergio Rodriguez Gelfenstein

–Allo, Bureau du Groupe de Lima ?

–Oui, bonsoir. Que désirez-vous ? S'il vous paît, je voudrais parler au président du Pérou.

–Il ne peut pas répondre. Il est très occupé et il est en train d'essayer qu'on ne le mette pas sur la liste des présidents corrompus que l'on emprisonne. Imaginez-vous que l'un d'entre eux se suicide.

– Ah, excusez-moi. Pas de problème. Est-ce que je peux parler au président de l'Argentine ?

Il ne peut pas répondre. Il prépare ses valises parce qu'il s'en va.

–Il part en voyage ?

–Oui, il va laisser la Casa Rosada parce qu'ils lui ont mis une raclée aux élections, ce qui lui a donné des cernes, des rides et une exacerbation de son mode de perturbation habituel.

– Bon, mettez-moi en communication avec le président du Chili.

–Il ne peut pas répondre. En ce moment, il est à l'anniversaire de son petit-fils et ensuite se dirige vers sa maison pour se cacher protégé par les forces armées et la police apeurées par les grandes manifestations d'étudiants qui semblent fatigués de tant de sévices, mensonges et corruption.

–Je comprends, mais est-ce que je pourrai parler avec le président du Honduras ?

–Il ne peut pas répondre. Un procureur étasunien l'a accusé de trafiquant de drogue, a mis son frère en prison pour la même raison et il est en train de négocier s'il est possible qu'il en réchappe.

–C'est un grand problème, mais le président du Brésil devrait être dans les parages.

–Oui, il est dans le coin mais il ne peut pas répondre au téléphone. Il craint qu'on ne le traite de raciste, misogyne, destructeur de l'environnement, homophobe, ignorant, niais, pour faire l'apologie de la dictature et pour beaucoup d'autres choses et que, quelquefois, il en arrive à être malade de ne pas montrer son visage.

–Il vaudrait mieux alors que je parle avec le président de Guyana ?

–Il ne peut pas répondre. Malheureusement, il est très malade et le pays est à moitié paralysé. On ne sait pas quand il pourra revenir à la normalité.

–Ah ! Je ne savais pas, j'espère qu'il va vite récupérer de sorte que je puisse lui parler. Et le président du Costa Rica, peut-être pourrait-il m'accorder quelques minutes ?

–Il ne peut pas répondre. Il a une diarrhée chronique depuis que le Venezuela a gagné l'élection d'un poste au Conseil des Droits de l'Homme à l'ONU. Trump l'a appelé et il lui a dit qu'il était un inutile et que, bien que les Etats-Unis aient fait pression sur beaucoup de pays dans le monde et ait distribué beaucoup d'argent de toute part, il a été incapable de gagner un pays bloqué et acculé.

–Oui, c'est pathétique. Alors, mettez-moi en communication avec le premier ministre du Canada.

–Il ne peut pas répondre. Il est en campagne électorale, très effrayé parce qu'il y a une possibilité que les citoyens ne le confirment pas dans son poste. Sa subordination aux Etats-Unis, malgré que Trump l'ait humilié quelques fois, n'est pas bien vu par certaines personnes et il a très peur de perdre les élections.

–Ah, c'est vrai. Excusez-moi. J'avais oublié. Alors, s'il vous plaît, mettez-moi en communication avec le président du Panama.

–Il ne peut pas répondre. Il a des doutes sur ce qu'il va dire. Il ne sait pas s'il est de gauche ou de droite et il est confronté à la nécessité d'assumer une position devant les Etats-Unis, il a préféré se mettre à genoux plutôt que défendre la dignité de son pays, il en est consterné et, d'une certaine façon, muet d'admiration.

–Quelle pitié ! On dirait Martín Torrijos qui a essayé d'être d'extrême-centre comme Michèle Bachelet.

–Je ne sais pas, Mademoiselle, c'est votre opinion, pas la mienne. Ma fonction est seulement de répondre au téléphone.

–Oui, en tout cas, il semble que vous n'ayez pas beaucoup de travail en ce moment. S'il vous plaît, dîtes au président du Guatemala que j'ai besoin de seulement quelques minutes.

–L'entrant ou le sortant ?

–A ce niveau, c'est pareil.

–Le sortant s'en va maintenant et il est très préoccupé en essayant de cacher tous ses actes de corruption, ce qui l'occupe et je ne crois pas qu'il puisse parler.

–Et l'entrant ?

–Lui, il est Italien, il voyage avec un passeport de ce pays. On dirait qu'il a honte d'être Guatémaltèque. En plus, il est très limité. Je ne crois pas qu'il veuille vous parler .

–Que votre tâche est difficile ! Ça me préoccupe mais, assurément, le président de Colombie voudra parler avec moi.

–Il ne peut pas répondre. Il passe tout son temps à parler avec le sénateur Uribe qui lui donne les ordres. Et le reste du temps, il l'utilise à falsifier des photos pour les présenter aux organismes internationaux et fait de grands efforts pour que l'on ne sache pas qu'il protège et abrite les paramilitaires qui assassinent les dirigeants sociaux et de droits humains dans le pays. Bien sûr, il peut le faire parce qu'il a l'appui des Etats-Unis et des grandes multinationales de l'information. Cela fait qu'il est extrêmement occupé.

–Alors, le président de l'Uruguay pourrait-il m'offrir quelques idées ?

suite à la page(15)

Le calvaire de Mohammed El Halabi



Mohammed El Halabi avec des athlètes palestiniens handicapés à Gaza. Avec l'aimable autorisation de la famille El Halabi



Mohammed El Halabi au tribunal de Be'er Sheva, 2017. Photo Eliyahu Hershkovitz.





Manifestation de solidarité palestinienne avec Mohammed El Halabi, directeur des opérations de World Vision à Gaza, accusé par Israël d'avoir canalisé des millions de dollars du Hamas, Gaza City, 7 août 2016. Photo MOHAMMED SALEM/ REUTERS

Par Gideon Levy

Mohammed El Halabi, directeur de l'organisation d'aide World Vision à Gaza et en Cisjordanie, est emprisonné depuis trois ans en Israël, où il est accusé d'avoir aidé l'ennemi en temps de guerre. L'ONU l'a qualifié de héros humanitaire, Israël l'accuse d'avoir détourné de l'argent au profit du Hamas

La semaine prochaine, après la fin des fêtes juives, le procès de Mohammed El Halabi reprendra devant le tribunal de district de Be'er Sheva. C'est soit l'un, soit l'autre : ou bien El Halabi est l'un des plus grands et des plus dangereux ennemis d'Israël, comme l'indique l'acte d'accusation, ou bien il est victime d'un système de propagande cynique et cruel qui l'exploite pour arrêter l'afflux de l'aide humanitaire internationale dans la bande de Gaza. Soit il a détourné des dizaines de millions de dollars et des centaines de tonnes de fer vers le Hamas pour des projets de creusement de tunnels, comme le soutient le service de sécurité israélien du Shin Bet, soit il est un « héros humanitaire « , comme les Nations unies l'ont désigné en 2014. Soit c'est un « agent planté » de longue date du Hamas dans World Vision, l'énorme organisation mondiale d'aide dont il a dirigé la branche de Gaza et d'autres, soit c'est une personne qui a consacré sa vie à fournir une aide humanitaire aux agriculteurs, aux enfants handicapés et aux malades du cancer dans la bande de Gaza.

Après 52 jours d'interrogatoire par le Shin Bet - qui comprenait de graves tortures, selon son père, Khalil El Halabi - et plus de trois ans dans une prison israélienne, El Halabi, qui sillonnait le monde, s'adressait aux parlements et entrait fréquemment en Israël même, sera de nouveau amené jeudi prochain de la prison de Ramon à Mitzpeh Ramon pour être jugé par un tribunal dirigé par Natan Zlotchover, vice- président du tribunal du district Be'er Sheva. El Halabi a été amené dans la salle d'audience 127 fois depuis sa première arrestation en

juin 2016 ; son témoignage a duré près d'un an et il a nié toutes les charges retenues contre lui.

Selon son avocat, Maher Hanna, de Nazareth, lorsque son procès a commencé, El Halabi s'est vu offrir une négociation de plaidoyer impliquant une confession de culpabilité et trois ans de prison, mais il a refusé. Il a insisté sur le fait qu'il était complètement innocent. Pendant ce temps, à Gaza, Khalil consacre tout son temps à la lutte de son fils. « Mon cœur est brisé », m'a-t-il dit cette semaine.

L'histoire d'El Halabi a été rapportée relativement largement dans les médias internationaux, mais en Israël, c'est une sorte de "Détenu X", avec très peu de choses publiées sur cette affaire.

Khalil El Halabi, 65 ans, a travaillé pendant 40 ans pour l'UNRWA, l'agence des Nations Unies pour les réfugiés, comme superviseur de l'éducation. Cette semaine, il m'a envoyé sa photo avec l'ancien président US Jimmy Carter lors d'une conférence en 2010 à l'hôtel Al-Mathaf à Gaza City. Mohammed, son deuxième fils, est né en 1978 dans le camp de réfugiés de Jabalya, est marié à Ulla et a cinq enfants ; le plus jeune, Faris, 4 ans, ne connaît son père que derrière les barreaux.

En 2003, Mohammed a obtenu une maîtrise en génie civil de l'Université islamique de Gaza ; il a travaillé dans le secteur privé et plus tard dans l'agence de développement de l'ONU. En 2006, il a rejoint l'organisation chrétienne US World Vision, l'un des plus grands groupes d'aide internationale au monde, dont il est devenu rapidement le directeur régional, couvrant la Cisjordanie, Gaza et Jérusalem-Est.

Dans une interview publiée sur le site Internet de l'organisation en août 2014, El Halabi a raconté ce qui l'avait attiré dans le domaine de l'aide humanitaire : « Je suis né dans le camp de réfugiés de l'UNRWA de Jabalya, à Gaza. C'est la région la plus dense du Moyen-Orient et c'est là que j'ai vécu les moments les plus critiques pour la population de Gaza. J'ai rencontré les enfants dont les maisons ont été totalement démolies et qui ont perdu au moins un de leurs proches, et pourtant ils chantent pour la paix. »

El Halabi a quitté la profession d'ingénieur après avoir « vu des enfants blessés et tués, et sachant que mes propres enfants ont été traumatisés par la violence,[et j'ai] décidé de consacrer pleinement ma vie à aider les gens et les enfants à restaurer leur vie ».

À l'époque, World Vision aidait 1 500 enfants dans le cadre du programme Espaces adaptés aux enfants qu'il a mis en place dans la bande de Gaza pour protéger les jeunes en situation d'urgence, ainsi que 350 enfants blessés dans les hôpitaux. El Halabi et son équipe ont également « aidé 8 000 parents à suivre une formation en premiers soins psychologiques, ce qui réduit considérablement le stress de leurs enfants pendant la guerre », disait-il dans la même interview. C'était la période de l'opération "Bordure protectrice" d'Israël.

Les photos du passé montrent un jeune homme souriant et trapu rendant visite à des jeunes en fauteuil roulant, des athlètes handicapés et des agriculteurs dans leurs serres de Gaza ; Khalil dit que le travail de son fils l'a aussi souvent amené à l'étranger. En effet, l'une des dernières missions de Mohammed a été de s'adresser au Parlement de Canberra : l'Australie est un bailleur de fonds important pour les projets qu'il gérait. Il a également beaucoup voyagé en Cisjordanie et à Jérusalem-Est - avec l'autorisation d'Israël, bien sûr. Le 15 juin 2016, à son retour d'une réunion avec son équipe à Jérusalem, il a été arrêté au point de passage d'Erez à Gaza. Sa famille n'a appris l'arrestation que trois jours plus tard.

C'est alorsl' qu'a commencé le calvaire du citoyen H. Cette semaine a marqué son 40ème mois de détention, au cours de laquelle il a été transféré dans un certain nombre de prisons. Sa famille n'est autorisée à lui rendre visite qu'une fois tous les deux mois et seuls trois membres de sa famille sont autorisés à venir à chaque fois, y compris les enfants. Ils essaient d'emmener le petit Faris aussi souvent que possible, pour qu'il apprenne à connaître son père. C'est un voyage exténuant de 12 heures depuis Gaza pour une simple visite d'une demi-heure à travers une fenêtre blindée. En raison des tortures subies par El Halabi - dont la privation de sommeil, la pendaison au plafond et les coups, dit son père - son ouïe est déficiente à 40 pour cent, ce qui rend les conversations téléphoniques par la fenêtre pendant les visites encore plus difficiles.

L'avocat Hanna, qui lui rend visite occasionnellement en prison, dit que son client est fort et déterminé, et que son esprit n'a pas flanché. Mohammed lui-même dit toujours à son père lors de ses visites qu'il est certain que la justice prévaudra.

Le procès d'El Halabi se déroule en partie à huis clos. Le 22 novembre 2017, il a été traduit devant la Cour suprême pour une audience sur la prolongation répétée de ses renvois, parce qu'il y en avait eu tant. L'acte d'accusation révisé qui avait été déposé contre lui au début de cette année comprend les accusations suivantes, dont certaines sont très graves : contact avec un agent étranger, appartenance à une organisation terroriste, aide à l'ennemi en temps de guerre, utilisation de biens à des fins terroristes, transmission d'informations à l'ennemi, possession d'armes et de munitions et entraînement militaire interdit.

« L'accusé a exploité sa position et son statut au sein de World Vision, une organisation d'aide humanitaire, pour promouvoir les objectifs du Hamas », affirme l'acte d'accusation.

El Halabi a également été accusé d'avoir détourné entre des centaines et des milliers de tonnes de fer, initialement destinées à des fins agricoles, vers le Hamas pour la construction de tunnels. Il aurait également « marqué les coordonnées en Israël pour des cibles d'opérations des brigades Ezzedine Al Qassam », l'aile militaire de l'organisation islamiste. Par ailleurs, il est accusé d'avoir transféré des fonds pour l'achat d'équipements destinés aux commandos navals du Hamas, et même d'avoir fourni à l'organisation des informations sur les dispositions de sécurité au point de passage d'Erez.

Lors d'une séance de briefing des journalistes après le dépôt de l'acte d'accusation, un responsable du Shin Bet a affirmé qu'El Halabi avait transféré des dizaines de millions de dollars au Hamas. Un projet de serre qu'il avait géré était prétendument destiné à dissimuler des sites d'excavation de tunnels ; un programme de réhabilitation pour les pêcheurs était en fait une couverture pour l'achat de combinaisons de plongée et de bateaux à moteur pour la force navale du Hamas ; les agriculteurs qu'il avait engagés étaient des guetteurs du Hamas. Il aurait même transféré des milliers de colis alimentaires à des militants du Hamas et à leurs familles. Selon l'acte d'accusation, El Halabi a été recruté par le Hamas dès 2004 pour "infiltrer" World Vision.

Pour sa part, Hanna nie toutes les accusations portées contre son client : Il est convaincu que l'acte d'accusation a pour seul but d'intimider les groupes d'aide et de mettre un terme à l'aide humanitaire à Gaza, afin que ses habitants finissent par se soulever contre le Hamas, comme Israël le souhaite peut-être. En effet, depuis l'arrestation d'El Halabi, World Vision a suspendu ses opérations dans la bande de Gaza, jusqu'à la fin du procès. Mais une enquête exhaustive menée par l'organisation elle-même, qui a coûté de 3 millions de dollars, selon Hanna, a complètement exonéré El Halabi : aucun acte répréhensible de sa part n'a été trouvé.

L'actuel directeur de World Vision en Israël et dans les territoires, Alex Snary, a écrit : « Mon cher ami et collègue Mohammed El Halabi a exposé la parodie totale de la " justice " israélienne envers les Palestiniens. Trois ans de torture et de détention, plus de 120 comparutions devant les tribunaux et Israël n'a toujours pas de preuves réelles à l'appui de ses allégations scandaleuses » M. Snary décrit El Halabi comme "un homme au grand cœur", en particulier lorsqu'il s'agit d'enfants, ajoutant : « Il est grand temps qu'Israël admette qu'il a commis une erreur, cesse d'embarrasser son système judiciaire et le relâche pour qu'il retourne à sa famille et au travail qu'il aime : améliorer la vie des enfants qui souffrent ».

En août 2016, deux mois après l'arrestation d'El Halabi, de hauts diplomates des pays occidentaux en Israël ont protesté auprès du correspondant de l'époque de Haaretz, Barak Ravid, contre le fait qu'ils n'avaient reçu aucune information ou preuve concernant un éventuel détournement de fonds d'aide vers le Hamas. En mars 2017, le ministère australien des Affaires étrangères et du Commerce a annoncé qu'à la suite d'une enquête, il avait conclu que rien ne suggérait une utilisation abusive des fonds ou de l'aide au gouvernement du Hamas à Gaz

Le 14 juin dernier, le journaliste indépendant australien Antony Loewenstein a publié les résultats de son enquête sur le site Internet +972 : lui aussi a conclu que, malgré la longue période écoulée, les accusations portées contre El Halabi n'étaient pas fondées.

Hanna, l'avocat, note qu'une part considérable du budget de World Vision a toujours été consacrée à faciliter une supervision étroite des activités financières du groupe et des processus d'appels d'offres contractuels. Il ajoute que le montant total des dons versés à ses activités à Gaza au fil des ans est bien inférieur aux sommes qu'El Halabi est accusé d'avoir acheminé au Hamas.

Hanna est également très critique à l'égard des restrictions légales auxquelles il a lui-même été soumis : Israël lui a interdit d'entrer dans la bande de Gaza pour rencontrer des témoins de la défense, situation qui l'a amené à saisir la Cour suprême. La réponse de celle-ci est attendue pour décembre, après la conclusion du procès d'El Halabi. Hanna a également demandé que plusieurs témoins soient amenés en Israël pour témoigner, mais les autorités bloquent également cette voie. Sa demande de les faire témoigner par vidéoconférence devrait être traitée lors de la séance de la semaine prochaine à Be'er Sheva. En attendant, la défense continue de présenter ses arguments.

Hanna : « Tout ce que vous touchez dans ce procès est un 'travail créatif'. Je ne suis pas contre l'État. Je veux que notre système judiciaire soit le meilleur et le plus juste, mais je ne reçois même pas les transcriptions des auditions que j'ai tenues ». El Halabi ne comprend qu'environ la moitié de ce qui est dit au tribunal, dit Hanna, à cause d'une traduction déficiente. Le Shin Bet n'a approuvé qu'une seule interprète pour la procédure, pour des raisons de sécurité, mais elle n'est pas compétente, dit l'avocat.

Des représentants de World Vision ont assisté à certaines audiences. Aucun membre de la famille d'El Halabi n'est présent, bien sûr, puisqu'ils vivent dans la bande de Gaza. Il y a un ordre de bâillon sur la preuve principale du procès, pour des raisons de sécurité. Selon Hanna, aucune preuve ferme et objective des accusations n'a été présentée au tribunal jusqu'à présent, ce qui peut attester de la nature prolongée de la procédure.

Khalil El Halabi a déclaré cette semaine : « Mohammed nous manque. Mohammed manque à Gaza. Chaque jour, j'essaie de susciter l'intérêt et la prise de conscience du cas de mon fils. Lorsque j'étais responsable de l'éducation à l'UNRWA, j'ai introduit un chapitre spécial sur l'Holocauste dans le programme scolaire. J'ai dit à tout le monde que ce genre d'injustice est au-dessus de tout conflit politique. Je ne m'attendais pas à ce que mon fils rencontre un manque si grossier de justice. « Je vous prie d'écrire mon message à Benjamin Netanyahou : Votre Premier ministre craint de ne pas obtenir un procès équitable [pour les accusations de corruption, NdT], Mohammed aussi veut un procès équitable. Son destin me ronge de l'intérieur. Je veux le serrer contre moi et lui dire combien je suis fier de tout ce qu'il a fait pour Gaza et pour le peuple palestinien, sans faire de mal à Israël. S'il vous plaît, traitez Mohammed comme s'il était votre fils. »

Haaretz 17 octobre 2019
Traduit par Fausto Giudice
Tlaxcala 20 octobre 2019

Suite de la page (5)

la **démocratie**, la satisfaire, quoi, et ne se laisser aller à nulle tentation ou tentative d'**ingérence électorale** (trop brutale) *kay zanmi*. On sait ce qui arriva, le 16 décembre 1990…

Et pour terminer cette série en hommage à la **démocratie** et aux **ingérences électorales**, présentons le dernier coup pour tuer le coucou. Nous sommes toujours en Haïti. Depuis ce fulgurant "16 décembre", le Département d'État murissait le grisou de sa vengeance. Les élections présidentielles de novembre 2011 vont lui en donner l'occasion. En 1990, Carter s'était révélé mou, pour ne pas dire *liquide*. Le pouvoir impérial délègue cette fois une chienne enragée, *yon femèl chen anraje*, une dure, en la personne de madame Hillary Clinton, une personne qui ne fait pas dans la dentelle.

Les sondages et les chiffres du Conseil électoral provisoire (CEP) montrent que Madame Manigat, candidate aux tendances nationalistes, est en avance nette sur deux de ses principaux rivaux dont l'un est un voyou avéré, un limoneux *misogyneux* au langage et mœurs pestilentiels dont il est bruit qu'il a troqué sa citoyenneté haïtienne contre un *retape* rapiécé *meriken*. Naïve, la Manigat plastronne : *devan, devan nèt*. Sans même s'annoncer, l'éléphant démocrate Hillary s'amène nuitamment dans le carré de Dorsainvil entouré de ses porcelaines. Entre deux jurons, la bête *éléphante* impose "son" président. Et l'homme à la tête du CEP de s'incliner : « *Yes, madam* ». Depuis, Haïti vit sous régime *tèt kale PHTK* .

Depuis longtemps vous entendez parler de **démocratie,** d'**ingérence électorale**. Vous êtes bien chanceux ! Moi qui viens à peine d'en entendre parler, laissez-moi un peu m'en imprégner et comprendre. Je suis tellement anxieux de répandre la bonne nouvelle…

20 octobre 2019

Suite de la page (14)

–C'est difficile, ce Monsieur n'en a pas.

–Il n'a pas le temps ?

–Non, il n'a pas d'idées. Il est si bête qu'il a voulu offrir en secret au Brésil la centrale électrique d'Itaipú, le joyau du Paraguay, mais on a tout découvert et il est sur la corde raide. Pour l'instant, il s'en est tiré grâce à un appel de Trump au président du congrès pour qu'il paralyse le processus de destitution, mais le vice-président et le ministre des affaires étrangères ont dû partir.

–Alors, il n'y a personne ?

–En vérité, ils sont tous très occupés et préoccupés, mais peut-être pouvez-vous parler avec le chef.

–Et qui est le chef ?

–Bon, maintenant qu'ils se sont débarrassés de John Bolton, c'est le président Trump qui dirige directement.

–Ah. Très bien, demandez lui s'il peut me recevoir.

J'ai demandé, mais à son bureau, ils m'ont dit que Poutine et Xi Jinping le rendent fou, et en plus il décide aujourd'hui sur qui il fait pression et qui il sanctionne. Ils m'ont dit qu'il était de très mauvaise humeur parce qu'il n'a pas pu résoudre le cas de Cuba ni celui du Venezuela, non plus ceux de l'Iran et de la Corée du Nord. Et maintenant, ses amis de l'Europe, d'Arabie Saoudite et de Turquie l'ont trahi et il va devoir les sanctionner aussi.

–C'est terrible. Et alors, il n'y a personne dans le groupe de Lima qui puisse me recevoir ? –En vérité, non. Entre vous et moi, c'est en train de s'écrouler et il me semble qu'ils m'ont laissé pour que je ferme la porte, que je mette le cadenas et colle une affiche sur la porte, ce que j'ai déjà fait.

Et que dit l'affiche ?

« Fermé définitivement pour incapacité manifeste de ses membres »

Sergio Rodríguez Gelfenstein
Traduction : Jean-Michel Hureau
Le grand soir 21 octobre 2019

how many of those who died of cholera were IDP camp residents, Dely confirmed that his department “does not have the data.”

In Mega 4, another camp in Port-au-Prince that IOM has since closed through a relocation program, at least 12 people died of cholera, according to François Jesner, an elected member of the camp leadership committee who worked for five months in a cholera treatment center in the camp. As was the case in Parc Jean Marie Vincent, residents of Mega 4 had access to water, which was initially distributed for free, and some health care facilities, including a maternity clinic. But distribution of food staples only lasted a few weeks, according to Fritz Belance, another Mega 4 resident and member of the camp leadership committee. “Then the Haitian government asked for that to stop,” he recalled. On some level, Fritz considered the decision reasonable; it seemed logical that people should work to provide for their families. However, “there was no work,” he said. “There were people who couldn’t eat.” And as was the case in IDP camps across Haiti, he explained, other services diminished after the first year.

Life in Mega 4 took a particular toll on Fritz’s mother, Gèze Belance. For nearly six years, Gèze lived under the same tarp as her son. During this period, Fritz recalled, his mother’s health declined significantly, before her eventual death from an apparent heart attack in September 2015.

Clémane Joseph, who took refuge in Mega 4 with his daughter Mickerlange Joseph and her son after their home in Port-au-Prince was destroyed, also died in the camp. Clémane had been injured during the earthquake, when a concrete block fell on his foot as he escaped from his home carrying his 1-year-old grandson in his arms. During his years in the camp, the wound on Clémane’s foot became increasingly infected. On several occasions, his son Mara-Donal Joseph, a motorcycle taxi driver, brought Clémane to a hospital in Port-au-Prince. However, the hospital always charged fees for these visits, and neither Mara-Donal nor Mickerlange, whose meager earnings came from selling used clothing and cigarettes, could afford to keep paying. Mara-Donal remembered that his father’s foot appeared very red and swollen. Then the wound opened, and he could see the bones. “There were worms inside,” Mara-Donal recalled. By late 2012, Clémane was no longer able to walk. He died in Mega 4 on Dec. 28, 2014.

Twenty-nine-year-old Martineau Basil was also unable to access the medical care he needed in the camp where his family lived, according to his uncle Wilsson Basil. After the Basils’ home in Port-au-Prince was destroyed, the family took refuge in a camp in Champ de Mars, a public plaza at the heart of the Haitian capital. Martineau, who had suffered serious injuries when a concrete wall fell on him during the earthquake, died after less than a month in the camp, according to Wilsson.

In Tabarre Issa, one of Haiti’s remaining IDP camps, 15 camp residents have died since 2010, according to camp committee member Luxama Livenson. He cited poor living conditions as an important factor in these deaths in Tabarre Issa, where he says many residents lack access to food, clean drinking water, and medical care.

Given that conditions and services in other IDP camps in Haiti were generally no better than those in Tabarre Issa, Parc Jean Marie Vincent, or Mega 4, it seems likely that many others died in the more than 1,500 camps that formed in the aftermath of the earthquake. Many such deaths, including those of Martineau Basil, Therus and Ninese Geffrard, Gèze Belance, Clémane Joseph, and the 12 people who reportedly died of cholera in Mega 4, are officially counted as “progress” — part of that much-cited reduction in camp population. Others, like those who died in Tabarre Issa, are still being counted by IOM as part of the population living in IDP camps.

Displacement Tracking Matrix

Since the 2010 earthquake, IOM has collected data on Haiti’s displaced population through a system called the Displacement Tracking Matrix. According to Emmanuelle Deryce, an IOM operations officer, the first step the agency undertook in implementing this tracking system was to register the residents of every site IOM had identified as an IDP camp. The agency gathered information about each household in the camp, including the head of household, the total members, and their contact information, and issued each family an IDP registration card.

Whenever an IDP camp was closed through a relocation program, IOM or its partner agencies carried out an additional registration to determine who was still living in the camp and thus eligible for assistance. When IOM agents came to re-register the residents of Mega 4, Mickerlange informed them about the death of her father, who was identified on her family’s IDP registration card as the head of her three-person household. But that information might never have been recorded. Humanitarian organizations often keep track of deaths among the people they seek to assist, as mortality rates are a common assessment measure. However, Deryce confirmed that IOM has kept no records of deaths in Haitian IDP camps like Mega 4.

“Here, we don’t really measure how a program is working with the number of deaths,” a data analyst who worked in IOM’s Haiti Mission explained in a recorded interview cited in my Ph.D. thesis. “For us, the indicator is decrease of people in camps. Because we want to close camps."

This data analyst, who spoke to me on condition of anonymity for my doctoral research, did not respond to follow-up questions for this article. However, on a three-way Skype call, Deryce and Giuseppe Loprete, IOM’s chief of mission in Haiti, elaborated on the procedure IOM uses to count decreases in the number of Haitians living in camps. Deryce explained that IOM staff she referred to as “enumerators” regularly visit Haiti’s remaining camps and count the number of shelters in each site. “We continue visiting sites on a regular basis,” she said. “If people reduce, we make sure we’re able to track that.”

“We also have our drones,” Loprete added, explaining that unmanned aerial vehicles are “a very powerful tool” to help the agency find out if camps “for some reason expanded or reduced.”

In late 2010, when IOM published its first report based on the data it gathered through the Displacement Tracking Matrix, the agency estimated that 1.5 million people were living in 1,555 IDP camps throughout Haiti. As of this past January, when IOM published its most recent report on Haiti, just 23 camps remained open, housing fewer than 35,000 Haitians. The agency thus concluded that there had been a “reduction of 99 % of sites and 98 % of IDPs identified in 2010.”

Forced Evictions

Most of the decrease IOM counted in camp residents occurred within the first few years after the earthquake. Yet these relocations hardly appear to be signs of progress. Household surveys have shown that most families who left Haiti’s IDP camps during this period either felt compelled to leave due to the appalling conditions or were forcibly evicted.

In February 2011, IOM carried out a survey of 1,033 households that had lived in camps that closed within a year of the disaster. Evictions were the most frequently cited reason that survey respondents gave for leaving the camps, followed by rain or hurricanes, poor conditions, and crime or insecurity. Of the former camp residents who responded to the survey, 25 % reported that their households were still living in a tent or makeshift shelter, and another 29 % said they had moved into a house that was in need of repair. Only 42 % of respondents reported that their families were living in an undamaged house.

Of the more than 1,500 camps that have closed since 2010, at least 177 — or about 12 % — were closed through evictions, according to an April 2018 IOM report. IOM estimated that such evictions — many of which were carried out violently at the behest of private landlords, often with the complicity or active involvement of local Haitian authorities — have driven 60,570 Haitians out of IDP camps.

Among those who were violently evicted was 60-year-old Maude Maselus. After the earthquake destroyed the house she rented in Port-au-Prince, Maude took refuge in a camp not far from the rubble of her home in Delmas 17, a relatively central neighborhood in the Haitian capital. For more than a year and a half, she lived under a tarp in the camp, which was located on private land.

However, one day in August 2011, a representative from the mayor’s office arrived in the camp. “He came with many leaders who were well armed, to crush our homes,” recalled Maude, who said she barely had time to salvage her meager belongings before the gun-toting men ordered her to dismantle her tent. Some camp residents panicked and began to run. The armed men ordered them to the ground. Then they began beating people.

Jean-Alex Jacques, who lived in the same camp in Delmas 17 with his girlfriend, referred to what happened that day as a *deplasman fosè* — a forced displacement. A slight man who is now 32, Jean-Alex said he was badly beaten by the gunmen, who forced him and his girlfriend, along with hundreds of others, to leave the camp.

Like many others who were evicted that day, Maude, Jean-Alex, and his girlfriend have since moved to Corail, an informal settlement north of the Haitian capital. Maude erected a makeshift tent there with the same tarp she’d used in the camp, on a dusty patch of land just a few meters from a similar shelter where Jean-Alex and his girlfriend now live with their 4-year-old daughter.

Corail is located on a windswept plain that is prone to flooding during the rainy season. The area was sparsely populated before 2010, when the Haitian government declared it public domain. Individuals who claim to be the land’s prior owners maintain that the government never compensated them, leaving unresolved questions about tenants’ tenure. Yet despite this uncertainty, and the lack of basic services like running water and electricity, hundreds of thousands of Haitians have migrated to informal settlements here over the past nine years, to stake claim to a piece of land or purchase a plot from someone who claimed it first. Canaan, the largest of these settlements, is now estimated to have a population of more than 200,000.

IOM initially identified Canaan and two other informal settlements in the area as IDP camps and counted their residents as part of the country’s displaced population. However, at the request of the Haitian government in 2013, when IOM estimated that there were more than 64,000 people living in these settlements, the agency stopped counting their residents as IDPs. While the rationale for this request was that the settlements had the characteristics of “new neighborhoods needing urban planning with a long term view,” the reclassification made residents even more vulnerable to eviction.

We also found indications that IOM’s tally of Haitians evicted from IDP camps may be incomplete. Although Mega 4, for example, was formally closed through a relocation program, camp leaders and former residents say they were nonetheless forced out at gunpoint.

Officially, many of the larger camps were closed through cash grant programs, which offered residents a one-year rental subsidy, paid by organizations like IOM. As these agencies feared that individuals who were not camp residents might try to seek payment, the final registration was often carried out at night, with the assistance of police or UN soldiers who typically cordoned off camp perimeters so nobody who wasn’t already inside could enter. During this final registration, residents were often ordered to take down their tarp shelters before tractors leveled all the campsites.

During the closure of Mega 4, Fritz said, some camp residents were also beaten by the police. He explained that a number of residents were calling for a more durable solution than a one-year subsidy. When IOM announced its plans to close Mega 4 through cash grants they saw as insufficient, residents protested, and some refused to leave. IOM returned several times to Mega 4 in the lead-up to the camp’s closure. “The last journey they made, the National Police came,” Fritz recalled. “They came around midnight, 1 in the morning, while people were asleep.” Fritz said camp residents who resisted removal that night were beaten.

Mara-Donal’s mother-in-law, Trinidad Paul, was among the Mega 4 residents reluctant to leave the camp. “It was the police who came and forced us out,” she said. “They came and beat people. That’s what made us leave.” Trinidad remembers hearing a particularly loud burst of gunfire that night, which she later learned was the cops firing warning shots in the air. “The noise frightened me,” she recalled. She said she hid in her tent, lying flat on her stomach, her heart racing.

It was in the midst of this police operation that Fritz’s mother, Gèze, died of an apparent heart attack. Fritz said her sudden death occurred after she was woken up by the loud blast of gunfire. “This huge noise shocked us all,” added the soft-spoken camp leader. He was at Gèze’s side when she died.

Asked about the closure of Mega 4, an IOM spokesperson confirmed that the final registration of camp residents took place around 2 a.m. with the assistance of Haitian and UN police officers. The organization disputed allegations of violence against camp residents and said that no loss of life occurred that night.

(*To be continued*)

With reporting assistance from Jeremy Dupin and Yvon Vilius.

This article was jointly produced and first published by The Intercept and Type Investigations.

Acte 35 à Tizi Ouzou: «Le pouvoir est acculé»

Par Hafid Azzouzi

C'est la déferlante populaire, aujourd'hui, dans la ville de Tizi Ouzou qui s'est avérée trop petite pour contenir toute cette masse humaine qui a envahi les ruelles principales du chef-lieu de wilaya.

Le 35e vendredi de protestation pour le changement du système a été des plus grandioses compte tenu de ces centaines de milliers de personnes qui ont battu le pavé pour exprimer leur désapprobation au régime dont le départ est revendiqué. Les marcheurs ont mis en avant les principaux mots d'ordre du mouvement populaire. Ils ont ainsi réaffirmé leur rejet des élections présidentielles prévues pour le 12 décembre prochain. « Ulach Lvot Ulach» (Il n'y aura pas d'élection), ont-ils scandé, à gorge déployée.

Les manifestants ont également déployé des banderoles en faveur de la libération des détenus d'opinion, dont ceux arrêtés pour avoir brandi l'emblème amazigh. Dans la foule, nous avons également remarqué des marcheurs brandissant des pancartes de soutien aux membres de confession



Les manifestants réclamaient la libération en urgence de tous les détenus politiques

chrétienne après la fermeture de leurs églises. Des femmes, des personnes âgées et même des enfants ont pris part à cette démonstration de force qui a drainé des centaines de milliers de marcheurs. Il était, d'ailleurs, très difficile de se frayer un chemin dans cette marée humaine très compacte. «Le pouvoir est acculé de toute part. Il doit partir avant qu'il ne soit trop tard», a martelé un père de famille qui a porté un panneau contreplaqué sur lequel on pouvait lire: «Il est vrai que lorsqu'on bâtit un pouvoir sur la division, l'union fait peur». Les portraits des détenus ont été également exhibés dans la foule tout comme ceux du chantre engagé Matoub Lounès. Les photos des révolutionnaires historiques comme Hocine Ait Ahmed, Abane Ramdane et Mohamed Boudiaf ont été également portées par des manifestants qui criaient, haut et fort, «Libérez l'Algérie» et «Y'en a marre des généraux». La marche s'est poursuivie toujours dans la capitale du Djurdjura où un gigantesque rassemblement fut observé devant le mémorial des martyrs de la guerre de libération nationale, en face del'ancienne gare routière de Tizi Ouzou.

El Watan 19 octobre 2019

Algérie 35e vendredi: «Pas d'élection» et «libérez les détenus d'opinion»

Par Aziz Kharoum

La population de la capitale est sortie en masse ce 35e vendredi de marches pacifiques. Les manifestants, des dizaines de milliers, ont réitéré les revendications portant libération des détenus d'opinion et rejet de l'élection présidentielle prévue le 12 décembre prochain.

A 14 heures, une marée humaine déferle sur la rue Didouche Mourad. Des marcheurs drapés de l'emblème national et armés de pancartes et banderoles, scandaient des slogans acerbes contre le pouvoir en place, notamment contre Ahmed Gaid Salah, chef d'état-major de l'armée. Toutes les ruelles ont vibré sous les chants de «Pouvoir assassin!», scandé durant toute la journée de ce vendredi.

La rue Hassiba Ben Bouali a été inondée par une foule énorme. Les milliers de manifestants ont battu le pavé sous les cris de «Ba3oha el khawana» (Les traîtres ont vendu le pays) en signe de protestation contre la nouvelle loi sur les hydrocarbures dont le projet a été adopté récemment en Conseil de ministres.

A 15 heures, un cortège humain imposant submerge les alentours de la grande poste, carrefour habituel du hirak. Le lieu foisonnait de pancartes hostiles au pouvoir où l'on peut lire: «Y'en a marre des généraux» mais aussi «makach el vote» «Ulach el vote» (Cette année il n'y aura pas d'élection), hissées dans les moindres recoins du boulevard Khemisti et la rue Khettabi.

Les chants traditionnels contre le pouvoir ont rythmé la manifestation pacifique hebdomadaire. «Istiklal» (Indépendance), «la li hokm alaskar!» (Non au régime militaire) ou encore «Libérez les otages!» ont été clamés haut et fort par les marcheurs à l'avenue Pasteur et à la rue Asselah Hocine, près du siège de la wilaya.

A proximité de la fac centrale, les portraits des détenus d'opinion sont



Des marcheurs armés de pancartes et de banderoles scandaient des slogans acerbes contre le pouvoir en place

présents en force. Au devant d'un groupe de marcheurs, les familles de Bouregâa, Boumala, Benlarbi et Tabbou ont brandi des portraits des quatre détenus pour revendiquer leur libération. Un autre slogan qui a marqué cette manif: «Oui pour la liberté de culte». Un message de solidarité avec les chrétiens d'Algérie dont les lieux de prière ont été fermés par les autorités.

El Watan 19 octobre 2019

Le peuple chilien en lutte contre le capitalisme et sa barbarie !

Les peuples se soulèvent contre le capitalisme et l'appauvrissement qu'il entraîne pour la majorité, pour la classe exploitée. Au début du mois d'octobre, le peuple équatorien s'est massivement soulevé pour rejeter les injonctions du FM I[1], tout comme l'a fait le peuple haïtien appauvri par des siècles d'une « dette » fallacieuse datant de l'époque coloniale [2], maintenant, c'est le peuple chilien qui se soulève contre le pillage capitaliste, contre l'exploitation et la prévarication des conditions de vie. Il se soulève contre le pillage perpétré par les multinationales minières, énergétiques, agro-industrielles (etc.), celles qui dévastent des rivières, des forêts, des montagnes et des glaciers, celles qui exterminent le peuple Mapuche, les autres peuples indigènes et les petits paysans. Le peuple chilien se dresse contre la rapine légalisée du capitalisme. Il se soulève contre les diktats du Fonds monétaire international et d'autres institutions impérialistes, contre les dettes inutiles et infâmes contractées par les gouvernements fantoches : des dettes et leurs intérêts usuriers, que si le capitalisme continue à régner, la classe exploiteuse fera payer aux peuples en hypothéquant la santé, l'éducation, les ressources naturelles, etc.

Les « prêts » imposés par le FMI sont des dettes totalement inutiles (et plus encore pour des pays aussi riches en ressources que le Chili ou l'Équateur) : le problème est que les ressources sont pillées par le capitalisme transnational, la richesse est volée au lieu de servir au bien-être des communautés, la nature est anéantie sur l'autel de l'accumulation capitaliste d'une minorité, la souveraineté alimentaire n'existe pas lorsque la terre est entre les mains de la propriété privée. Le problème, c'est le système, et bien sûr,



Le peuple chilien se dresse contre la rapine légalisée du capitalisme. Il se soulève contre les diktats du Fonds monétaire international et d'autres institutions impérialistes

l'appauvrissement causé par le pillage capitaliste ne peut pas se résoudre par encore plus de pillage. Les « prêts » du FMI sont un mécanisme prédateur : les sommes seront consacrées au paiement des besoins en infrastructures des multinationales extractives (pour accroître le pillage qu'elles commettent déjà), au paiement des intérêts usuriers des dettes précédentes, aux poches de la bourgeoisie ; et c'est le peuple qui devra payer les emprunts et leurs intérêts, dans cet esclavage aberrant qui broie les vies et les écosystèmes.

La hausse du prix des transports a été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase, dans un pays où la moitié de la population survit avec un salaire minimum dérisoire, dont près du 15% doit être consacré aux transports [3]. Le salaire n'est pas suffisant pour payer le panier alimentaire de base, le loyer, etc. L'éducation et la santé sont privatisées au profit d'une poignée de milliardaires et la majorité en est exclue. En raison de ce qui précède, 80 % des plus de 18 ans sont endettés [4]. Les AFP (Administratrices de fonds de pension) sont un autre vol colossal contre le peuple chilien : ce sont des caisses privées imposées par l'État bourgeois. Les travailleurs doivent consacrer 10 % de leurs revenus à des comptes gérés par des sociétés privées. Les propriétaires de ces sociétés utilisent cet argent pour leurs affaires (mines, industrie, télécommunications, capitaux financiers, etc.) [5]. L'argent que les AFP collectent par les cotisations constitue plus du double de ce qu'elles paient en pensions ; il représente 80% du PIB du Chili : un festin pour les propriétaires des AFP, tandis que les retraités chiliens sont jetés dans la misère. Ce mécanisme de vol capitaliste a été instauré durant le processus de privatisation impulsé pendant la dictature de Pinochet. En 1981, José Piñera (frère de l'actuel président Piñera), ministre du Travail de l'époque, fut l'un des artisans de la mise en œuvre d'un paquet de mesures économiques importées depuis les Etats-Unis par les dénommés Chicago Boys, les maîtres du pillage capitaliste.

Le peuple dit BASTA et sort dans les rues, dans toutes les villes et régions du Chili. L'État bourgeois envoie ses forces répressives : militaires, carabiniers, policiers déclenchent une répression brutale. Les médias de la bourgeoisie étiquètent les manifestants comme « vandales », « violents » et qualifient les forces répressives comme « débordées » : ils appliquent le même scénario de mensonges qu'ils ont appliqué en Équateur, et qu'ils appliquent toujours contre tout peuple qui lutte pour la justice sociale.

Le gouvernement déclare l'état d'exception et met les chars de guerre dans les rues. Mais la lutte du peuple, fatigué de tant de vol, de tant d'injustice, de la quotidienne exploitation capitaliste, continue. C'est la lutte des classes. La classe



La hausse du prix des transports a été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase, dans un pays où la moitié de la population survit avec un salaire minimum dérisoire

exploiteuse mène une guerre continuelle contre la classe exploitée : une guerre d'exploitation, de pillage, d'exclusion, de famine, de manipulation, d'aliénation, de répression (si la classe exploitée ne courbe pas docilement le dos). La classe exploitée pourra sortir de la guerre continuelle exercée par la bourgeoisie, par la lutte. Partout sur la planète, les peuples se soulèvent contre le capitalisme et sa barbarie ; nous n'avons pas connaissance de la plupart de ces luttes courageuses, parce que les médias sont la propriété de la classe exploiteuse et sont destinés à maintenir les peuples éloignés de la réalité, à alimenter la désinformation, la xénophobie, le racisme, le machisme, l'individualisme, à maintenir la classe exploitée divisée et soumise. Mais la lutte continue, malgré les assauts des forces répressives et des forces d'aliénation massive ; parce que le désir de justice sociale et la dignité des peuples sont irréductibles, ils se lèvent avec ténacité comme ces fleurs qui brisent le bitume.

Note de bas de page :

1.- Équateur : du pillage colonial au FMI

www.rebelion.org/noticia.php?id=261381

www.cecilia-zamudio.blogspot.com/2019/10/ecuador-y-abya-ya-la-en-lucha-...

2.- Le peuple haïtien lutta pour se libérer du colonialisme français, qui a pillé Haïti jusqu'à la moelle, déboisant la quasi-totalité du territoire et perpétrant le génocide, la déportation et l'esclavage des êtres humains. Haïti a été le premier pays à abolir l'esclavage, le 29 août 1793, en proclamant son indépendance. Mais la France a riposté en mobilisant toute sa puissance militaire, en assiégeant Haïti jusqu'à ce qu'elle accepte le paiement d'une « compensation » aux colons pour « les terres, les esclaves, les propriétés et les profits perdus ». Ce sont les racines de la dette inique qui, aujourd'hui encore, tue le peuple haïtien. La prétendue « dette » s'élevait à 150 millions de francs d'or : une somme colossale à payer par les victimes de la colonisation aux bourreaux.

En savoir plus : http://www.cadtm.org/Haiti-de-la-colonisation-a-l

3.- Chili. Face à la lutte pour le tarif social des transports publics, Piñera impose l'état d'urgence

www.resumenlatinoamericano.org/2019/10/18/chile-la-lucha-por-la-tarifa...

4.- Rapport sur la dette personnelle, Université Saint-Sébastien.

www.biobiochile.cl/noticias/economia/actualidad-economica/2019/08/21/l...

5.- Pourquoi les Chiliens rejettent-ils leur système de retraite AFP ? - "AFP pour qui. " : Les grands groupes économiques qui bénéficient des investissements des AFP au Chili

Le Grand Soir 23 octobre 2019

Suite de la page (13)

idées du dirigeant cubain Fidel Castro et de Daniel Ortega du Nicaragua. En tant que seul anglophone de cette triade des Caraïbes, Bishop espérait faire appel à la classe ouvrière des États-Unis - en particulier à la population afro-américaine opprimée.

Rapidement, Bishop va se heurter à des difficultés économiques, aggravées par la politique américaine de défiance contre l'île (la privant par exemple d'aide après le passage de l'ouragan *Allen* en 1980). À partir de 1983, la position de Maurice Bishop se détériore, et il doit accepter de partager la direction du parti avec Coard. Ce compromis ne tiendra pas longtemps.

Le 13 octobre, le comité central du *New Jewel Movement*, dominé par les partisans de Bernard Coard, place Bishop en résidence surveillée. Le 19 octobre, Maurice Bishop est libéré par une foule de partisans. Mais quelques heures plus tard, l'armée intervient et tire dans la foule, tuant plusieurs personnes. Sommés de se rendre, Bishop et ses fidèles sont arrêtés et immédiatement fusillés. Un Conseil militaire révolutionnaire, dirigé par le général Hudson Austin, allié de Bernard Coard, prend le pouvoir dans la soirée.

L'exécution de Maurice Bishop va déclencher l'intervention américaine du 25 octobre 1983, qui renverse le Conseil militaire révolutionnaire.

Ayons une pensée de belle, humaine et révolutionnaire solidarité pour Maurice Bishop, un vrai révolutionnaire tombé pour son attachement à la cause de son peuple, de tous les peuples.

Dans un discours prononcé à La Havane le 14 novembre 1983 devant plus d'un million de personnes réunies pour rendre hommage à 24 volontaires cubains tués lors de l'invasion de la Grenade par les États-Unis, Fidel Castro a opiné sur la fin tragique de Maurice Bishop :

« *À notre avis, le groupe de Coard a objectivement détruit la révolution et ouvert la porte à l'agression impérialiste. Quelles que soient leurs intentions, l'assassinat brutal de Bishop et de ses camarades les plus fidèles et les plus proches est un fait qui ne peut jamais être justifié dans cette révolution ou dans toute autre. Comme le déclarent la déclaration du parti et du gouvernement cubains du 20 octobre, «aucun crime ne doit être commis au nom de la révolution et de la liberté»….* » *

Sources consultées :

Maurice Bishop. La lucha continua : a talking mural.

Maurice Rupert Bishop [1944-1983]. The Grenada Revolution Online.

Fidel Castro: *Maurice Bishop was a true revolutionary*. The MILITANT. Vol. 82/No. 33.

https://fr.wikipedia.org/wiki/Maurice_Bishop

Ajouts et modifications de la Rédaction.

L'intégralité du discours est reproduite à la page 18

Fidel Castro: « Maurice Bishop était un véritable révolutionnaire »

Ci-dessous, un discours de Fidel Castro prononcé à La Havane le 14 novembre 1983 devant plus d'un million de personnes réunies pour rendre hommage à 24 volontaires cubains tués lors de l'invasion de la Grenade par les États-Unis. Il est inclus dans Maurice Bishop Speaks, l'un des livres du mois de septembre de Pathfinder. Bishop fut le dirigeant central de la Révolution de 1979 à la Grenade qui mena les travailleurs et les paysans à prendre le pouvoir politique en leurs mains propres. Les dirigeants cubains considéraient Bishop et la révolution grenadienne comme une puissante force. Lors d'un un coup d'inspiration stalinienne dirigé par Bernard Coard, le gouvernement ouvrier et paysan a été renversé en 1983 et Bishop a été assassiné. Le coup d'Etat a tué la révolution, ouvrant la porte à une invasion militaire américaine. Copyright © 1983 par Pathfinder Press. Réimprimé avec permission.

À la Grenade, nous avons suivi le même principe que nous appliquons à toutes les nations et à tous les mouvements révolutionnaires, en respectant pleinement leurs politiques, leurs critères et leurs décisions, en exprimant notre point de vue sur toute question seulement quand on nous demande de le faire.

Bishop n'était pas un extrémiste; il était plutôt un véritable révolutionnaire - consciencieux et honnête. Loin d'être en désaccord avec sa politique intelligente et réaliste, nous l'avons tout à fait appréciée, car elle était rigoureusement adaptée aux conditions et aux possibilités de son pays.

La Grenade était devenue un véritable symbole d'indépendance et de progrès dans les Caraïbes. Personne n'aurait pu prévoir la tragédie qui se préparait. L'attention était concentrée sur d'autres parties du monde.

Malheureusement, les révolutionnaires grenadiens ont eux-mêmes déclenché les événements qui ont ouvert la porte à l'agression impérialiste. Les hyènes ont émergé des rangs révolutionnaires. Aujourd'hui, personne ne peut encore dire si ceux qui ont utilisé le poignard du divisionnisme et de la confrontation interne l'ont fait de manière autonome ou ont été inspirés ou incités à le faire par l'impérialisme.

La CIA aurait pu le faire – et si quelqu'un d'autre en a été responsable, la CIA n'aurait pas pu faire mieux – . Le fait est que des arguments prétendument révolutionnaires ont été utilisés, invoquant les principes les plus purs du marxisme-léninisme et accusant Bishop de pratiquer le culte de la personnalité et de s'éloigner des normes et des méthodes de direction léninistes.

À notre avis, rien ne pourrait être plus absurde que d'attribuer de telles tendances à Bishop. Il était impossible d'imaginer quelqu'un de plus noble, modeste et altruiste. Il n'aurait jamais pu être coupable de comportement autoritaire. S'il avait un défaut, c'était sa tolérance excessive et le fait d'être porté à faire confiance. …

Ceux qui ont conspiré contre lui au sein du parti, de l'armée et des forces de sécurité grenadiennes étaient-ils par hasard un groupe d'extrémistes ivres de théorie politique? S'agissait-il simplement d'un groupe d'individus ambitieux et opportunistes, ou s'agissait-il d'agents ennemis voulant détruire la révolution grenadienne? L'histoire seule aura le dernier mot, mais ce ne serait pas la première fois que de telles choses se produisent dans un processus révolutionnaire.

À notre avis, le groupe de Coard a objectivement détruit la révolution et ouvert la porte à l'agression impérialiste. Quelles qu'aient pu être leurs intentions, l'assassinat brutal de Bishop et de ses camarades les plus fidèles et les plus proches est un fait qui ne peut jamais être justifié dans cette révolution ou dans toute autre. Comme l'a énoncé la déclaration du parti et du gouvernement cubains du 20 octobre, «aucun crime ne doit être commis au nom de la révolution et de la liberté»….

C'est avec le mérite de notre révolution que, malgré notre profonde indignation face à la destitution et à l'arrestation de Bishop, nous nous sommes totalement abstenus de nous immiscer dans les affaires intérieures de la Grenade. Nous nous sommes abstenus même si nos ouvriers du bâtiment et tous les autres membres de notre personnel de coopération à la Grenade - qui n'hésitaient pas à confronter les soldats yankees avec les armes que Bishop leur avait données pour leur défense en cas d'attaque étrangère - avaient pu être un facteur décisif dans ces événements internes. Ces armes n'ont jamais été conçues pour être utilisées dans un conflit interne à la Grenade et nous n'aurions jamais permis qu'elles soient utilisées de la sorte. Nous n'aurions jamais voulu les utiliser pour verser une seule goutte de sang grenadien.

Le 12 octobre, Bishop est démis de ses fonctions par le Comité central, dans lequel les conspirateurs bénéficiaient d'une majorité. Le 13, il a été placé en résidence surveillée. Le 19, les gens sont descendus dans les rues et ont libéré Bishop. Le même jour, le groupe de Coard a ordonné à l'armée de tirer sur le peuple et Bishop, [Unison] Whiteman, Jacqueline Creft et d'autres excellents dirigeants révolutionnaires ont été assassinés.

Dès que les dissensions internes, apparues le 12 octobre, ont été révélées, les impérialistes yankees ont alors décidé d'envahir.

Le message envoyé par les dirigeants du parti cubain au groupe de Coard le 15 octobre a été rendu public. Nous y avions exprimé notre profonde préoccupation face aux conséquences internes et externes de la scission et avions fait appel au bon sens, à la sérénité, à la sagesse et à la générosité de la révolution.

Le groupe de Coard qui a pris le pouvoir à la Grenade a exprimé dès le début de sérieuses réserves à l'égard de Cuba en raison de notre amitié bien connue et indiscutable avec Bishop. …

En ce qui concerne notre considération fondamentale pour le peuple grenadien, nous ne nous précipiterions pas à prendre des mesures en matière de coopération technique et économique pouvant affecter les services essentiels ou les intérêts économiques essentiels du peuple de Grenade.

Nous ne pouvions pas accepter l'idée de laisser les Grenadiens sans médecins ou de quitter l'aéroport, ce qui était vital pour l'économie de la nation, et ce, inachevé. …

Ce qui a placé Cuba dans une situation moralement complexe et difficile a été l'annonce que les forces navales des Yankees étaient en route pour la Grenade. Dans ces circonstances, nous n'aurions pas pu quitter le pays. …

À la Grenade, cependant, le gouvernement était moralement indéfendable. Et, puisque le parti, le gouvernement et l'armée s'étaient séparés du peuple, il était également impossible de défendre militairement la nation, car une guerre révolutionnaire n'est possible et justifiable que si elle est unie au peuple. Aussi, nous ne pourrions nous battre que si seulement nous étions directement attaqués. Il n'y avait pas d'alternative.

Fidel Castro

Note. Discours reproduit en anglais dans Pathfinder. Traduction de la Rédaction.

Le militant Vol. 82 / No. 33

Suite de la page (12)

agressive, un appareil de propagande très complet a été construit jusqu'à ce que l'exécutif n'ait plus d'équivalent significatif dans la société civile.

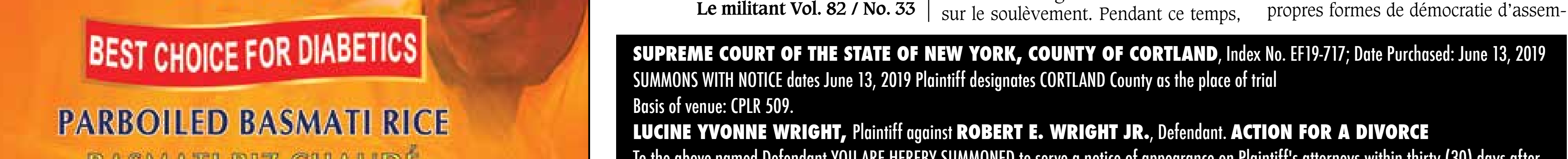
À compter de 2013, le corréisme avait également une majorité des deux tiers au Parlement et pouvait mettre en œuvre ce qui lui plaisait. Ainsi, il ont mis en oeuvre une politique qui traduisait la promesse initiale de transformation profonde et interculturelle en un processus de modernisation capitaliste, ouvrant davantage le pays au capital transnational. Le parc national Yasuní, l'un des points chauds de la biodiversité dans le monde, a été autorisé pour l'exploitation de pétrole et, pour la première fois, de vastes contrats d'exploitation minière industrielle ont été signés. Après la baisse des prix internationaux du pétrole de 2014, le gouvernement Correa est également revenu sur les marchés financiers internationaux et a eu recours au FMI ce qui a fait augmenter la dette extérieure qui atteint maintenant 38 milliards de dollars. Enfin, après le remplacement de Correa en 2017, il a été révélé que son gouvernement avait mis en œuvre une corruption historique. Mais surtout, il a laissé derrière lui un pays dépourvu d'une organisation sociale importante qui aurait pu faire obstacle au gouvernement ultérieur de Lenín Moreno, qui a ramené l'oligarchie directement dans les ministères. Moreno a également radicalement changé la politique étrangère en s'alignant sur les gouvernements des États-Unis et de la droite en Amérique latine et en soutenant l'idée d'une intervention militaire au Venezuela.

Contrairement à ce que prétendent certains médias étrangers, le soulèvement d'octobre n'a nullement exprimé la volonté du peuple de ramener son ancien président Correa au gouvernement. Après la scission de son parti, Alianza País, dont l'étiquette est désormais la propriété de son opposant politique, le président Moreno, et à la suite des scandales de corruption, il a perdu bon nombre de ses partisans. Ils n'ont gagné que deux des 23 préfectures aux élections régionales de mars 2019. Néanmoins, un noyau dur de partisans de Correa et de l'ancien président lui-même, toujours en exil en Belgique de peur de plusieurs poursuites judiciaires à son encontre, ont rapidement essayé d'instrumentaliser politiquement les manifestations et ont appelé à de nouvelles élections. Bien que leurs critiques sur l'approfondissement des politiques néolibérales par le gouvernement Moreno soient correctes, ces voix dissimulent systématiquement que les *correístas* ont ouvert la voie à ces politiques et ont déjà mis en œuvre leurs premiers pas, par exemple en signant un accord de libre-échange avec l'Union européenne. La confédération autochtone CONAIE s'est clairement éloignée de ces tentatives d'appropriation des *correístas.* En rétrospective, il est difficile de dire quelle influence les véritables instigateurs correísta ont eu sur le soulèvement. Pendant ce temps, le gouvernement Moreno pourrait à bon escient prétendre que le soulèvement d'octobre n'était qu'un complot dirigé par des *correístas* et leurs alliés du gouvernement vénézuélien, au lieu de l'expression d'un véritable mécontentement populaire. Ces derniers jours, plusieurs politiciens correísta connus ont été arrêtés ou ont demandé l'asile politique à l'ambassade du Mexique à Quito.

Il est à noter qu'aucune des annonces officielles de la CONAIE n'a demandé la démission du président Moreno, mais uniquement celle de son ministre de l'Intérieur et de son ministre de la Défense. Selon les analystes politiques, le gouvernement Moreno se considère comme un gouvernement de transition conçu pour ouvrir la voie à la droite politique explicite sous le démocrate chrétien Jaime Nebot. Nebot, dont le bastion est la ville portuaire de Guayaquil sur la côte, a évoqué le fait que les manifestants indiens affirmaient qu'« ils devraient retourner dans leurs hauts plateaux », perdant ainsi leur légitimité dans les provinces andines du pays. Il convient de dire que l'Équateur a déjà connu un virage à droite dans le discours public et les médias sociaux au cours des deux dernières années, notamment des attaques contre des réfugiés du Venezuela et une agressivité croissante des réseaux sociaux. Une démission de Moreno aurait pu catalyser la montée du droit au pouvoir, alors qu'au contraire, les organisations sociales ont la possibilité, mais aussi la responsabilité, de se réengager davantage dans le débat social sur l'avenir du pays.

Les défis de la plurinationalité et des divers horizons de civilisation

Il est important de souligner que les questions fondamentales qui préoccupent les peuples autochtones de l'Équateur sont assez éloignées de la logique de la politique électorale et de la politique des partis. Ils ne visaient pas seulement à retirer le paquet de réformes du FMI, mais également à se détourner de l'extractivisme, qui continue de pénétrer violemment sur leurs territoires et menace leur existence même, tant sur le plan matériel que culturel. Comme les peuples autochtones de Chimborazo l'ont expliqué dans un communiqué, ils exigent réparation du pillage depuis l'époque coloniale. Et non pas en espèces, mais sous la forme d'une politique agricole radicalement différente, qui ne vise pas à éradiquer les paysans et l'économie de subsistance communautaire, mais à la renforcer : l'accès à l'irrigation, aux banques de semences non brevetées et aux terres fertiles possédées collectivement [sont] leurs principales revendications, ainsi que la promotion systématique des méthodes d'agriculture biologique au lieu des kits d'entreprise, qui obligent les agriculteurs à dépendre du capital transnational. La plurinationalité, revendication centrale des peuples autochtones depuis les années 90, inclut également l'autonomie territoriale, qui applique ses propres systèmes judiciaire, éducatif et de santé, ainsi que ses propres formes de démocratie d'assem-



SUPREME COURT OF THE STATE OF NEW YORK, COUNTY OF CORTLAND, Index No. EF19-717; Date Purchased: June 13, 2019 SUMMONS WITH NOTICE dates June 13, 2019 Plaintiff designates CORTLAND County as the place of trial Basis of venue: CPLR 509.

LUCINE YVONNE WRIGHT, Plaintiff against **ROBERT E. WRIGHT JR.**, Defendant. **ACTION FOR A DIVORCE**

To the above-named Defendant YOU ARE HEREBY SUMMONED to serve a notice of appearance on Plaintiff's attorneys within thirty (30) days after the service of this summons is complete and in case of your failure to appear, judgment will be taken against you by default for the relief demanded in the notice set forth below. Dated: June 13, 2019.Yaniv & Associates, PC, Attorneys for Plaintiff972 Route 45, Suite 205, Pomona, NY 10970 646-395-9100.

NOTICE: To the above-named Defendant, the above Summons is served upon you by publication pursuant to an Order of the Hon. Julia A. Campbell, A.J.S.C. of the Supreme Court; County of CORTLAND, dated the October 18, 2019.

The nature of this action is to dissolve the marriage between the parties, on the grounds: DRL Section 170 subd. (7) - Irretrievable Breakdown in Relationship for at Least Six Months.The relief sought is a judgment of absolute divorce in favor of the Plaintiff, dissolving the marriage between the parties in this action. **PLEASE TAKE NOTICE** that pursuant to DRL §253, to the best of Plaintiff's knowledge, Plaintiff has taken all steps solely within Plaintiff's power to remove all barriers to the Defendant's remarriage following the divorce.

NOTICE OF AUTOMATIC ORDERS.

Pursuant to Domestic Relations Law Section 236 part b sec. 2, the parties are bound by certain automatic orders which shall remain in full force and effect during the pendency of the action.

NOTICE ABOUT HEALTH CARE:

PLEASE TAKE NOTICE that once a judgment of divorce is signed in this action, both you and your spouse may or may not continue to be eligible for coverage under each other's health insurance plan, depending on the terms of the plan.

NOTICE OF GUIDELINE MAINTENANCE FOR UNCONTESTED DIVORCE:

If your divorce was commenced on or after January 25, 2016, this Notice is required to be given to you by the Supreme Court of the county where your divorce was filed to comply with the Maintenance Guidelines LawThe complete text of the notice is available at https://www.nycourts.gov/divorce/forms_instructions/Notice-GuidelineMaintenance.pdf.

blée. Le droit à un mode de vie qui ne soit pas dicté par le capitalisme mondial et tire du monde moderne uniquement ce que la communauté décide en toute souveraineté, c'est ce pour quoi le Mouvement autochtone de l'Équateur se bat.

Le soulèvement d'octobre a également fortement mis en évidence les problèmes de classe, d'inégalité et de politique d'appauvrissement systématique. Alors que, pour le mestizo mainstream et les médias, « l'Indien est pauvre par nature », comme le critique l'avocate kichwa, Verónica Yuquilema, le combat consiste à mettre fin à ces politiques de drainage colonial aux niveaux national et international. Les autochtones sont toujours décrits comme des « obstacles au progrès et à la modernisation », une image que Rafael Correa a lui-même fortement soulignée au cours de ses douze années de règne, tout en réclamant que leurs modes de vie, leurs savoirs, leurs formes d'organisation et de vie politique soient enfin acquis, reconnus et dignes : *« Nous sommes l'État, mais nous ne sommes pas pris en compte. Ils disent que les peuples autochtones et les agriculteurs sont pauvres. Nous travaillons, cultivons, nous nourrissons les villes, mais nous sommes néanmoins traités comme des pauvres », a déclaré le dirigeant amazonien Mirian Cisneros lors du dialogue public. La déclaration constitutionnelle de l'Équateur en tant que pays plurinational a encore beaucoup à faire pour se concrétiser efficacement.*

Dial 17 octobre 2019
***Miriam Lang est professeure à l'Université Andina Simón Bolívar de Quito).**

Suite de la page (20)

Tropic nan tout kò nou, Veye priye, Bravo Tropic, 50e dimension, 55e Printemps etc ; et aux plus contemporaines dont il s'est fait le messager.

Que ce soit dans ses propres prestations ***: an al pifon frè mwen, tolérance, rasanble, renmen moun ki renmen w, mwen renmen Tropic, malonèt kache, ti madam, sosyete, n ap pike devan, Angélique, lavi dwòl*** et entre autres : ***nou refize granmoun***, qui est un peu sa plaidoirie pour une société sortie finalement du joug du néo-colonialisme pour devenir adulte, en refusant les diktats du colon moderne. En plus, l'interprète de : ***Je n'aurais jamais cru***, a toujours su prouver sa brillance dans les ballades digestives. Et en même temps que dans ses *medley* de chansons fleuries dans lesquelles lui et son compère Giordani ont tant excellé au cours d'un partenariat vocal complémentaire (et de surplus, affublé de mécomptes). Pourtant, après plus d'un quart de siècles à chevaucher les monts au sein du plus persistant groupe du terroir, Parisien s'est institué, à travers une succession de générations avec '"Tiblan" et autres, comme le fer de lance d'un « Tropicana » contemporain et dominateur.

Et dans des temps pas trop éloignés, il est encore là au sein des remue-ménages continuels, à être un guide sûr pour les nouvelles recrues et, à assumer la permanence et la représentativité. Comme dans :***" Haiti Twoubadou"*** et dans d'autres associations collectives qui ont fait de lui une légende vivante. Jusqu'aux temps récents qui ont marqué les cinquante-cinq années du groupe, il est encore là en semi-retraité à octroyer des coups de gosier quand les circonstances l'exigent. Et à prodiguer des conseils à un troupeau dont il assume la paternité, dans cet environnement qui a composé sa famille au cours de 52 ans de carrière. A l'actif, seul Mick Jagger peut en dire autant. Au moins, celle de Fils Aimé ne s'est jamais interrompue.

En plus des soirées incessantes parcourant les dancings et les salles de spectacles des villes périphériques. Parmi lesquels Montréal qu'il affirme l'avoir particulièrement marqué. Pourtant après avoir sillonné les différents continents, le guerrier a bien mérité de ce repos tant convoité dont il va finalement récolter les bons moments ; se plaignant de fatigue, de maladie, et de manque de motivation. Tout en restant en réserve lorsqu'il y a vacance vocale. Cependant, il le mérite bien cette tour d'ivoire, après s'être établi comme la fabrique vocale du plus intrigant orchestre du terroir natal.

Classified Directory

Tel: 718-421-0162
editor@haitiliberte.com

Post CLASSIFIED ADS online for FREE at Haitiliberte.com

ATTORNEY

Lung Cancer? And Age 60+? You And Your Family May Be Entitled To Significant Cash Award. No Risk. No Money Out Of Pocket. For Information Call 877-225-4813

ATTORNEY

REAL ESTATE ATTORNEY; Buy/Sell Real Estate Broker. PROBATE/CRIMINAL/WILLS/ BUSINESS MATTERS - Richard H. Lovell, P.C., 10748 Cross Bay Blvd. Ozone Park, NY. 718-835-9300; www.LovellLawNewYork.com

AUTO DONATIONS

Donate your car to Wheels For Wishes, benefiting Make-A-Wish. We offer free towing and your donation is 100% tax deductible. Call (917) 336-1254

EDUCATION

Mega Institution Mixte. Mission d'Education pour les générations de l'Avenir. Lilavois 53, Plaine du Cul de Sac, Haiti. Ecole Primaire et Bilingue. Fondateur : Jean L. Vallon, M.S. EDU, Tel : (011509) 3813-1107. Email : levallon@aol.com, vjeanlesly@yahoo.com

EDUCATION / CAREER TRAINING

AIRLINE CAREERS Start Here - Get trained as FAA certified Aviation Technician. Financial aid for qualified students. Job placement assistance. Call AIM for free information 866-296-7094

FINANCE

Denied Social Security Disability? Appeal! If you're 50+, filed SSD and denied, our attorneys can help! Win or Pay Nothing! Strong, recent work history needed. 866-979-0096 [Steppacher Law Offices LLC Principal Office: 224 Adams Ave Scranton PA 18503]

HEALTH

A PLACE FOR MOM has helped over a million families find senior living. Our trusted, local advisors help find solutions to your unique needs at no cost to you. Call 855-977-3677

HEALTH

VIAGRA & CIALIS! 60 pills for $99. 100 pills for $150. FREE shipping. Money back guaranteed! 1-855-579-8907

HEALTH

SAVE ON YOUR NEXT PRESCRIPTION! World Health Link. Price Match Guarantee! Prescriptions Required. CIPA Certified. Over 1500 medications available. CALL Today For A Free Price Quote. 1-866-569-7986 Call Now!

HEALTH

Try "SOUL," the anti-oxidant power supplement made from seeds! Banish pain, reclaim youth, inject energy. Packets: $4 each. Box of 30: $78. Two boxes: $143. Call (305) 610-6913 or visit www.myrainlife.com/rejuvenation.

HELP WANTED

Jetco Shipping needs DRIVERS to pick up barrels and other items for shipment to Haiti. Good pay! Flexible hours! Call Victorin, 347.998.7112.

HELP WANTED

Driver Tractor Trailer & Owner Operators Wanted, for Container Work, 3 Years Pier Experience Required, CDL Class A Licence, Clean Record, Twic Cart Required. Good Pay, Steady Work, Please Call Gabriel or Mark (973) 690-5363 or Inquire Within 187-189 Foundry St. Newark, NJ 07105

HELP WANTED

Driver with a vehicle needed for Wednesday newspaper deliveries. Routes available in New York & Miami. Call 718-421-0162.

HELP WANTED

JOB OPPORTUNITY $18.50 P/H NYC $16 P/H LI up to $13.50 P/H UPSTATE NY If you currently care for your relatives or friends who have Medicaid or Medicare, you may be eligible to start working for them as a personal assistant. No Certificates needed. (347)462-2610 (347)565-6200

HOME IMPROVEMENT

BATHROOM RENOVATIONS. EASY, ONE DAY updates! We specialize in safe bathing. Grab bars, no slip flooring & seated showers. Call for a free in-home consultation: 888-657-9488.

MISCELLANEOUS

COMPUTER ISSUES? FREE DIAGNOSIS by GEEKS ON SITE! Virus Removal, Data Recovery! 24/7 EMERGENCY SERVICE, In-home repair/On-line solutions . $20 OFF ANY SERVICE! 844-892-3990

TV INTERNET PHONE

DISH TV $59.99 For 190 Channels + $14.95 High Speed Internet. Free Installation, Smart HD DVR Included, Free Voice Remote. Some restrictions apply. 1-888-609-9405

TV INTERNET PHONE

Get DIRECTV! ONLY $35/month! 155 Channels & 1000s of Shows/ Movies On Demand (w/SELECT All Included Package.) PLUS Stream on Up to FIVE Screens Simultaneously at No Additional Cost. Call DIRECTV 1-888-534-6918

TV INTERNET PHONE

Spectrum Triple Play! TV, Internet & Voice for $99.97/mo. Fastest Internet. 100 MB per second speed. Free Primetime on Demand. Unlimited Voice. NO CONTRACTS. Call 1-855-977-7198 or visit http://tripleplaytoday.com/press

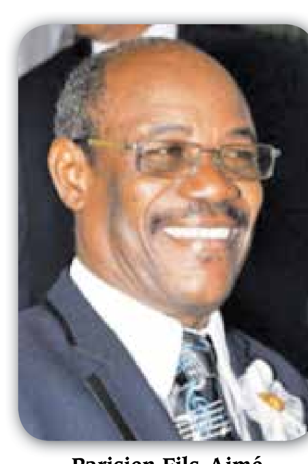


Pleins Feux Sur : Parisien Fils-Aimé (Cap-Haïtien, 1947)

Par Ed Rainer Sainvill

« Un timbre sensoriel »

Parisien est celui qui a le plus représenté l'identité vocale du « Tropicana » dès le début. Ayant eu à suppléer aux premiers vocalistes du groupe, dont : Coignard Bonny qui est allé rallier un « Bossa Combo » en chantier à Port-au-Prince. Et aussi Rosny ''Momo" Jasmin, qui lui aussi, s'est laissé envouter par les clameurs de la ville, en joignant l'« Étoile du Soir » de la ruelle Alerte ; ensemble pionnier à l'avènement de « L'Ensemble Select ». De la sorte, Fils-Aimé s'est introduit en 1966, trois années après la refondation du groupe ; en jeune chantre exalté, encore dans *son ''teen"* pour animer avec Michel Fleurantin, l'avant-poste d'un « Tropic » en gestation, s'attelant à sortir de l'ornière de la ***kadans plake*** à l'éclosion


Parisien Fils-Aimé

de la ***meringue*** *''flèche d'or"*. Tout en se faisant chiper ses meilleurs musiciens par d'autres groupes plus en vogue.

Par conséquent, après avoir appris son métier sur le tas et faire montre de réelle possibilité d'évoluer, à travers des prestations ambulantes, de sérénades et d'apprentissages dans des groupes inconnus, Parisien vient s'installer en conquérant d'un ensemble qui avait bien besoin d'un catalyseur pour l'emmener à bon port. Notamment, en y apportant ses compositions, son rayonnement et son timbre sensoriel, haut perché, imbibé de ***trémolo*** et de ***spleen.*** Lesquels ont déclenché la sortie du groupe des sentiers battus. Notamment à travers les multiples œuvres comme : ***Mambo bossu, Tizo, Le nègre, Chèche konnen, Doux Tropic, Zanmi, Tropic à NY, Antonia, Kenbe diyite w, Antonia, Évolution,***

suite à la page(19)





